

SOMMAIRE

Vive le Roi!...
 Le Bienfait de la Monarchie
 Mort d'un Roi
 Du Barreau à la Marine
 Panorama de la crise française
 En quelques lignes...
 Préludes d'orages
 Une nouvelle Histoire du christianisme

Abbé R.-G. van den HOUT
 Robert POULET
 Fernand DESONAY
 Henry de VOS
 Charles d'YDEWALLE

 Paul FRANCO
 Comte PEROVSKY

Les idées et les faits : Chronique des idées : La voix de nos Evêques. Lettres pastorales des Evêques de Liège et de Gand, Mgr J. Schyrgens.

Vive le Roi!...

Comment imaginer hommage plus émouvant que cette douleur de tout un peuple pleurant son Roi? Déjà en 1930, lors des fêtes du Centenaire de notre Indépendance, l'explosion de loyalisme qu'elles provoquèrent dans le pays entier surprit les plus optimistes. Aujourd'hui, devant la fin poignante du Souverain qui, durant un quart de siècle, et surtout pendant les années les plus tragiques de son histoire, personnifia et symbolisa son peuple, l'affection, un attachement profond fait de respect et d'admiration pour tant de simple grandeur, se manifestent avec une force et un éclat qui consolent dans notre malheur. Cette union des Belges autour de leur grand Roi, cette fraternisation devant la perte d'un Père, cette unanimité dans le deuil : autant de raisons d'espérer!

La Monarchie belge, malgré les multiples précautions prises, en 1830 — sous l'influence des idées régnantes et des bobards à la mode — pour limiter son rôle; malgré les entraves mises à son action, s'est révélée, à l'expérience, hautement bienfaisante. L'institution a fait ses preuves, et magnifiquement. Nos trois Souverains ont, depuis cent ans, fait la Patrie plus unie, plus grande et plus belle. La Belgique leur doit d'être, et d'être ce qu'elle est. Le dernier, celui que la mort vient de frapper de si dramatique façon, lui avait acquis une auréole de gloire. L'admiration enthousiaste du monde entier est là, qui l'atteste, comme l'indicible désolation des Belges témoigne de leur amour pour celui qui n'est plus.

* * *

Le pacte entre une Famille et une Nation, pacte par lequel la première promet à la seconde de se consacrer sans réserve à promouvoir son bonheur, a été fidèlement observé par nos Rois, au plus grand profit de l'intérêt national. La Monarchie, a écrit son grand théoricien moderne, Charles Maurras, « n'est pas la fin, car la fin, c'est la sûreté, la grandeur, la prospérité et la gloire de la Patrie. Elle est le MOYEN indispensable, l'INSTRUMENT dont on ne se passe pas, fût-on Richelieu, ou Bismarck, ou Colbert. ». Ce moyen, cet instrument, ont bien œuvré chez nous. Devant la tombe prématurément ouverte d'Albert I^{er}, mêlons à notre grand chagrin une reconnaissance plus grande encore. Sans lui, sans sa vigilance toujours en éveil, sans l'étroite solidarité de sa Maison et de nos destinées, 1914 nous eût trouvés moins préparés encore et, sans doute, moins décidés. Sans son influence pacifiante, sans ce rôle de rocher battu par les flots, mais où les vagues des luttes intestines viennent se briser, impuissantes, nos querelles religieuses, raciques, linguistiques, sociales et politiques, eussent été autrement nocives et meurtrières. Accolade suprême, on l'a dit avec raison, la Monarchie unit ce qui s'oppose par delà ce qui divise.

« La monarchie — ajoute Maurras — est forte de ce qu'elle n'est pas, plus encore que de ce qu'elle est, du mal qu'elle supprime, plus encore que du bien qu'elle représente, des agitations et de l'anarchie auxquelles elle met fin, plus encore que de l'ordre qu'elle restaure. Elle est libre d'un joug, le joug de l'élection. Elle n'est pas servie de l'opinion ».

On nous a rapporté, ces jours-ci, l'exclamation d'un des chefs socialistes, apprenant la fatale nouvelle : « On ne se doute pas de l'importance du capital d'arbitrage qui disparaît! » Arbitre, arbitre suprême, indépendant des coterie électorales, placé au-dessus des intérêts particuliers et des passions partisans. Et si la fonction le faisait arbitre, la sagesse de l'homme avait décuplé le bienfait de la fonction.

* * *

Dans ses *Souvenirs de ma Vie parlementaire*, M. Charles Benoist, de l'Institut, écrivait récemment, à propos de la présidence de M. Fallières (1906-1913) : « Il fut juste d'écrire de lui qu'il avait, à l'Elysée, réalisé le type et donné le modèle du Président tel que la III^e République est capable de le supporter. PERTRANSIIT NIHIL FACIENDO. Encore faut-il convenir que ne rien faire n'est pas toujours, en vérité, ne faire rien, et que c'est déjà faire beaucoup que ne pas faire de sottises »...

L'action incessante d'Albert I^{er} s'oppose, et avec quel fulgurant éclat, à ce lamentable *nil faciendo*. Une impulsion royale moins ferme en 1914, moins chevaleresque, moins héroïque, moins totalitaire, pour employer un mot à la mode, et la France courait grand péril d'être vaincue, et notre civilisation occidentale subissait peut-être le joug prussien...

Le Roi, notre Roi, notre Grand Roi, donna au monde, à une époque où les valeurs morales ne sont que trop souvent dominées par les facteurs matériels, un magnifique exemple de loyauté, d'honneur et de courage. Alors que la recherche de l'intérêt immédiat est de pratique courante, il n'a voulu connaître, lui, que le Devoir. Son geste, inscrit dans l'Histoire, nous vaudra, à nous, son peuple, l'admiration des générations futures.

* * *

Il est bon, utile et salutaire de méditer tout cela en ces jours de deuil national, car ce passé ne datant que d'hier, paraît bien oublié parfois! Trop de jeunes intellectuels, déformés par des professeurs indignes de leur mission, croient de bon ton de sous-estimer, de dédaigner, de mépriser même, des sentiments que l'humanité, pourtant, n'a cessé d'exalter et dont le christianisme a fait des vertus. L'honneur, le patriotisme, le dévouement à la Cité allant jusqu'au sacrifice de sa vie pour défendre et assurer la liberté de la Patrie, le culte des héros morts pour elle, afin que ne périsse pas le patrimoine national, tout cela les fait sourire, eux, les chevaliers d'une Europe nouvelle, d'un monde nouveau et de temps déclarés meilleurs. Ils sont, d'ailleurs, d'une ignorance encyclopédique, ces chers jeunes hommes, ignorant tout de l'histoire, même d'une histoire dont tant de témoins vivent encore, même de l'histoire qui se fait sous leurs yeux...

Que l'immense affliction de leurs compatriotes, des petits surtout, de ces humbles aux réactions plus naturelles, non déformées par des idéologies fumeuses et chimériques, et qui d'instinct vont à ce qui est beau, noble, désintéressé, héroïque : que le spectacle

d'une Belgique atterrée et toute en pleurs, leur rende le sens du réel et de la vraie grandeur! Les Etats-Unis d'Europe, la fraternité universelle, plus de frontières et plus de guerres : beaux rêves, mais qui ne sont que des rêves et combien dangereux! La réalité, elle est là, devant nous. Un patrimoine commun acquis et légué par des siècles d'histoire commune; des traditions nationales qui nous distinguent des autres; un trésor de biens spirituels et moraux qui nous donnent ce bonheur de vivre que nous n'aurions plus si l'Etranger nous imposait son joug; une indépendance, une liberté, une façon d'être qui confèrent leur prix à la vie, tout cela menacé aujourd'hui comme hier, plus qu'hier peut-être... La Belgique ne serait pas digne de rester indépendante et libre si elle ne mettait pas au cœur de ses fils le désir ardent de défendre tout cela, à tout prix!...

* * *

La vie en commun est naturelle à l'homme. La Cité postule un chef. Quand, à la mort de ce chef, la Cité entière est plongée dans la douleur, que chacun se sent atteint personnellement, qu'un frisson d'apothéose secoue des millions d'êtres humains, quel magnifique hommage au disparu! Rarement pareil hommage aura atteint une aussi pathétique grandeur.

Et maintenant, par les vertus bienfaisantes de la monarchie héréditaire, le Roi mort, vive le Roi! Léopold III, formé par son auguste père à son image et à sa ressemblance, reprend immédiatement la tâche et continue la tradition. Notre quatrième Souverain monte sur un trône « bétonné » par son prédécesseur, comme vient de le dire fortement un socialiste, alors que la Monarchie est plus respectée, plus aimée, plus populaire qu'elle ne le fut jamais chez nous.

Catholiques belges, prions pour le repos de l'âme d'Albert I^{er}, de ce grand Roi qui a grandi tous ses sujets. Prions aussi pour Léopold III dont le règne débute sous le signe de l'inquiétude. A l'Est, le danger renait plus précis chaque jour. A l'intérieur, la crise sévit avec les mécontentements qu'elle entraîne. La querelle linguistique est heureusement calmée, grâce surtout à l'action apaisante de la Couronne, mais l'écroulement du socialisme, partout en Europe, la marée antidémocratique qui monte de toutes parts, pourraient créer, chez nous aussi, des soubresauts et des remous que, seul, le Roi est à même de minimiser et d'arbitrer. La réforme de l'Etat libéral et démocratique dans le sens du renforcement de l'Ordre et de l'Autorité, réforme en marche partout, doit s'accomplir chez nous avec ce sens de la mesure, ce souci de l'équilibre, cette horreur des extrémismes que nos Rois n'ont cessé de pratiquer depuis un siècle. Daigne Notre-Seigneur Jésus-Christ partir à Léopold III, et avec abondance, les dons d'intelligence et de sagesse, de prudence et de force.

Vive le Roi!

Abbé R.-G. VAN DEN HOUT.

Le Bienfait de la Monarchie

La mort tragique du roi Albert et les événements qu'elle entraîne, funérailles nationales, inauguration d'un nouveau règne, viennent représenter à tous les esprits le principe de la monarchie et en faire mesurer, par la façon dont chacun ressent la disparition du chef héréditaire, comme par le réconfort immédiatement obtenu du mécanisme de la succession, les immenses bienfaits.

C'est dans des circonstances comme celles que nous traversons que l'on peut comprendre à quel point l'ordre monarchique est naturel et ingénieux à la fois. Etant donné qu'il y a des nations dans lesquelles se manifeste aussitôt un bien commun distinct des biens particuliers et incommensurable avec eux; que tout bien postule un ordre, et tout ordre, une hiérarchie; du moment qu'il se manifeste que l'accord entre plusieurs hommes ne s'établit jamais que sur une faible surface de leur personnalité, de sorte que le commandement d'un seul, même médiocre, est de meilleur rendement que celui de plusieurs, même excellents; du moment que les plus grands dangers qui menacent un pays à l'intérieur sont la discontinuité, la discorde et la compétition des partis; du moment enfin que l'homme est mortel et qu'il ne se survit que dans la personne des siens, on peut dire sans conteste que la monarchie est inscrite dans les conditions de la nature.

Il arrive que les circonstances géographiques ou historiques remettent plus ou moins en balance cette solution « donnée » du problème politique, dans telle ou telle contrée. Personne n'a jamais recommandé la forme monarchique pour les États-Unis, la Suisse ou les petites nations de l'Amérique du Sud-Ouest. Mais chacun de ces cas s'analyse aisément, et montre sans difficulté, en tel point du raisonnement, la faille, l'ouverture par laquelle s'introduit l'exception républicaine. S'il est, par contre et en tout cas, un pays où la règle commune s'impose avec une force particulière, c'est un pays étroit, exposé, peuplé et industriel, de vieille tradition et de reconstitution récente, divisé par la langue et l'origine, et pourtant fédéré, maintenu, déterminé par autant de nécessités extérieures que d'intérieures : c'est la Belgique.

Naturelle, la monarchie montre encore qu'elle l'est par la façon dont elle s'intègre aisément, silencieusement peut-on dire, dans la vie nationale. En temps normal, c'est à peine si les Belges se souviennent qu'ils ont un souverain. La fonction royale, comme toutes les fonctions physiques ou psychologiques, montre sa santé en se laissant oublier. Par comparaison, de quel soupçon de morbidity ou d'insalubrité ne faudrait-il pas charger nos autres « fonctions » politiques : la parlementaire en particulier, cette activité qui ne cesse de se rappeler au pays par ses malaises ou ses irrégularités, tout de même que la notion de l'estomac ne quitte pas l'esprit d'un dyspeptique. Il a fallu des soubresauts accidentels dans la fonction monarchique pour signaler aux Belges l'importance énorme de cette fonction. La guerre l'a conduite à se poursuivre sous l'œil même des citoyens; pendant quatre ans, nous n'avons pas perdu, pour ainsi dire, la conscience de la monarchie active et tutélaire. Ainsi le cœur intact d'un agonisant se met à jouer, pour tous les assistants, un rôle qui paraît immense, exclusif, et qui n'est autre pourtant que celui qu'il joue obscurément à toutes les époques de la vie.

Après la guerre, l'action du Roi s'était de nouveau dérobée

sous ces ténèbres physiologiques, si l'on peut risquer cette image hardie. C'est sans le savoir, dans une annexe obscure aux éclatants débats politiques, que le sort belge était fréquemment corrigé, retenu, infléchi. De combien d'audiences royales, de patients conseils privés ou publics, d'influences explicites, implicites, conscientes ou inconscientes, de combien d'actes presque tous méconnus et inconnus, était fait naguère encore le bienfait royal! Personne au monde ne pourrait le dire avec exactitude. Toute fonction naturelle s'exerce de cette façon-là, par une somme infinie de pressions infiniment petites; tandis que le caractère des mécanismes, ou des fonctions artificielles, c'est la brusquerie et la grossièreté.

* * *

Deux ou trois fois, pourtant, l'action personnelle du Roi avait rencontré des circonstances telles que tout le monde en avait aisément compris le jeu. Je songe en particulier à son intervention récente, dans la question délicate et dangereuse des fonctionnaires révoqués; je songe aussi à son refus d'accepter, l'année dernière, la démission du ministère. Dans ce dernier cas, notamment, les vertus de la fonction monarchique se montrèrent sous un jour particulièrement révélateur.

Cédant à un mouvement de mauvaise humeur, comme en connaît si fréquemment toute assemblée (qui ne peut ensuite revenir sur son premier mouvement et s'en excuser), la Chambre belge avait renversé le gouvernement pour une question misérable de bourgmestre d'un petit village wallon. La mécanique démocratique était mise en branle; et rien n'y est prévu, aucun déclat assez précis et assez souple, pour arrêter les conséquences d'une étourderie collective, produit, elle-même, de la mécanique des partis. Dans les circonstances de l'époque, tout le monde savait qu'aucune solution politique n'était possible sans grand dommage pour le pays; on allait au chaos, à la discorde, à la guerre civile, peut-être. Comme pour la plupart des problèmes dans lesquels interviennent des éléments vivants, la seule solution concevable résidait dans un certain arbitraire. Le veto du Roi intervint et suffit. En vingt-quatre heures tout était rentré dans l'ordre, pour la seule raison qu'un homme, placé à l'endroit voulu, avait eu le pouvoir d'accomplir ce que chacun souhaitait sans être en situation de le faire.

On met ici le doigt sur un fait essentiel : celui de la correction (ou de l'atténuation) de la démocratie par l'institution monarchique. Plût à Dieu que cette atténuation fût toujours possible et que le régime parlementaire, pour les neuf dixièmes de son fonctionnement, ne se refusât pas au correctif royal! Plût à Dieu que la monarchie belge fût en mesure de donner tout son bienfait, par l'affermissement de ses prérogatives et la restitution de ses droits essentiels! Mais notre droit constitutionnel est ainsi fait que les deux tiers de nos institutions n'ont d'autre rôle que de limiter, d'embarrasser et de paralyser l'institution royale. Chez nous, comme dans la plupart des pays démocratiques, la « politique » n'est pas autre chose qu'une usurpation doublée d'une vaine surveillance. En veut-on la preuve? Qu'on lise les panégyriques du roi Albert publiés, à l'occasion de sa mort, par les politiciens de tous les partis. A les en croire, le roi défunt était un surhomme, un génie incontes-

table, un grand homme d'Etat. Dès lors, comment se fait-il que tous les efforts de ces politiciens aient toujours tendu à restreindre le rôle de ce personnage incomparable, à discuter le moindre de ses actes et à veiller jalousement à ce qu'il ne sortit jamais de son « rôle constitutionnel », lequel s'identifiait volontiers, pour la plupart de ces messieurs, avec celui du soliveau de la fable?...

Ingénue duplicité! Contradiction enfantine!... En fait, nous assistons ici à un double phénomène, tenant aux conditions mêmes de la monarchie, d'une part, du parlementarisme, de l'autre. Les hommes de parti, quelles que fussent leurs bonnes intentions, étaient amenés irrésistiblement à jouer le jeu de leur régime, lequel se nomme compétition, électoralisme, prédominance de l'intérêt particulier sur le général, esprit de secte, tendance à une démocratie de plus en plus virulente, substitution de la pensée par majorités à la pensée par nécessités. La situation royale donnait à Albert I^{er} de telles vues sur la réalité nationale, et si pures *naturellement* de préoccupations personnelles ou particulières, que les qualités propres du Roi comptaient pour peu, si évidentes qu'elles fussent, au prix de celles que lui imposait la fonction.

C'est ainsi que le monarque, même le plus disgracié, se trouve en mesure de servir son pays mieux que n'importe quelle personne ordinaire, à plus forte raison d'une assemblée de personnes, — et y est en même temps induit, poussé, quasi contraint. Quand le roi est un homme excellent, intelligent et distingué comme fut le nôtre, et comme les chances de l'hérédité et les soins de l'éducation dynastique tendent d'ailleurs à le modeler, le bienfait royal atteint à sa plus haute expression. Il n'est plus borné — comme chez nous, hélas! — que par les imperfections des institutions. La Belgique souffre d'un mal qu'on pourrait appeler : *l'insuffisance de monarchie*.

* * *

Reste à mettre en lumière un dernier élément de la royauté, et l'un des plus salutaires : la continuité, illustrée au plus haut point par la règle de la succession. Léopold III, sans heurt et sans compétition, succède solennellement à son père. Par le truchement d'une image puissante, celle de la famille, on peut dire que c'est le même roi qui règne perpétuellement sur les nations bénéficiaires de l'hérédité monarchique. Chez nous encore, la Constitution s'ingénie malheureusement à troubler ce phénomène admirable : nos rois ne sont reconnus, après la mort de leurs prédécesseurs, qu'à l'issue de cérémonies tout empreintes de méfiance et de faux semblant. Nos rites constitutionnels s'ingénient imprudemment à recréer cette vacance que supprimait l'ingénieuse hérédité. Il résulte, évidemment, de cette anomalie toutes sortes d'inconvénients absurdes que je devrais énumérer.

Mais la place me manque aujourd'hui pour m'étendre sur ce point important, auquel je compte revenir à quinzaine.

Que cette interruption ne m'empêche pas, puisque c'est le jour du sentiment dynastique ou du loyalisme encore plus que des raisonnements sur lesquels il peut se fonder, de joindre mon cri de fidélité à ceux de tous les Belges enflammés par une espérance nouvelle, et de me réjouir dans mon cœur à l'idée de servir, avec toutes les forces dont je suis capable, le nouveau Serviteur de la nation. Vive Léopold III!

ROBERT POULET.

Mort d'un Roi

— « Attendez-moi une heure : je ferai seul l'ascension du rocher ».

Tout le tragique de la vie et de la mort d'un roi tient dans cet ordre suprême. Le Roi veut être seul. Lui que le protocole ennuie et qu'un besoin d'agir, impérieusement, dévore, il aspire aux sommets d'où l'on découvre la petitesse des choses quotidiennes, où l'on éprouve la griserie de l'effort dépassé. Mais pour goûter pleinement cette joie d'évasion, le Roi veut être seul.

Les sermonnaires, les moralistes chagrins, ceux pour qui le néant de la mort paraît la solution de l'énigme de la vie ne manquent pas d'évoquer cette solitude pitoyable du cadavre royal fracassé au pied d'une roche. « Dieu seul est grand, mes frères!... » Mais il y a cependant l'héroïque, l'exaltant et fier symbolisme de la solitude acceptée, accueillie, désirée comme une amie très chère. Le Roi est parti à la mort comme à une fête. Il connaissait si bien, pour l'avoir maintes fois ressentie, cette dilatation de l'être sur les cimes. Car il y a solitude et solitude. Il y a la pêche à la ligne et l'ascension du pic aux arêtes rudes. « Mes repos sont mes combats », pouvait dire celui qui, dans les Dolomites, au Mont-Blanc, aux pentes apennines, faisait par sa tranquille audace l'admiration des vieux de la montagne. Si bien qu'il faut abandonner aux défaitistes de la mort l'image d'un roi qui agonise dans le silence effrayant du ravin, de la nuit. Le destin d'Albert I^{er} garde jusqu'au bout sa grandeur. Ce qu'il peut y avoir de terrible pour un monarque, c'est la mort « officielle », si l'on ose dire, la mort selon l'étiquette, à l'ordonnance, avec les bulletins affichés aux grilles du Palais, les hochements de tête des chambellans et, déjà, dans la réserve aux plantes et décors, les tentures qui bougent pour le couronnement du Dauphin.

* * *

Les gens ont dit : « Le sort est stupide et méchant : le Roi avait si souvent bravé la mort ». On rappelle ses visites aux tranchées de première ligne, les vols au-dessus du front et, dans la paix, ces voyages au long cours, au cours aventureux, et dans la montagne même, ces ascensions à la cordée, les falaises verticales où le moindre faux pas serait mortel, la « cheminée » du risque d'où l'on rebondirait, sanglant, sur le glacier... Pourquoi faut-il qu'une pierre, un caillou ait eu raison de celui qui, bâti à chaux et à sable, semblait défier les années? — C'est que son heure était là! » ajoutent les fatalistes.

Il n'y a pas de fatalité. Il y a les desseins de la Providence. Nous n'avons aucune part à ces mystérieux conseils. La logique du plan nous dépasse. Elle existe cependant. De la soumettre à nos pauvres lois humaines, à nos médiocres calculs des probabilités, des causes apparentes et des raisons plus raisonnantes que raisonnables, nous tombons à tout coup dans l'erreur. L'accident mortel de Marche-les-Dames est un signe. Il nous manque, pour l'interpréter, les données du problème. Mais qu'on ne ravale pas la chute dans les rochers au rang des jeux aveugles d'un Hasard qui nous nargue! Nous ne voyons pas pourquoi, nous ne voyons pas comme : mais nous devons être sûrs que le Roi est mort en beauté. Les raisons du cœur sont aussi les meilleures. Qui nous dira sous quelle impulsion divinatrice le Père Sanson, parlant de « Mourir » à ses auditeurs haletants, brusquement, à l'heure même du drame, crut devoir évoquer la mort d'Albert I^{er}?... « Quel que soit le lieu, quel que soit le moment, il est un roi qui mourra admirablement... » Croyons à la vertu, à la signification très haute

de cette mort qui clôt une telle vie; et laissons à ceux qui n'ont pas d'espérance le vain souci d'accuser Dieu.

* * *

On a dit les qualités du prince, le prestige de l'homme. Albert Ier nous avait tous grandis.

... Nous étions partis de Norcia pour faire l'ascension du Monte della Sibilla, dans la chaîne centrale de l'Apennin. Quelques amis romains m'accompagnaient. Le soir, à l'étape, autour du feu des bergers, nous devisions sous les étoiles. On parlait de la Belgique. Pour ces hommes frustes et qui ne lisaient ni les journaux ni les livres, la Belgique héroïque et martyre, la Belgique glorieuse, c'était le Roi.

— « Je voudrais voir le portrait du Roi », me dit le plus vieux des pères, celui-là qui n'était jamais descendu de sa montagne.

Je n'avais pas ce portrait sur moi. Mais il me souvint de l'effigie royale que portent nos billets de banque. Je fouillai dans mon portefeuille. Et, dépliant un billet bleu à la lueur des flammes : « *il Re* », dis-je...

Le vieux berger avait avancé ses doigts gourds. Gauchement, il saisit le papier que je lui tendais... Et soudain, d'un geste qui avait la noblesse, la simplicité des rites antiques, il tira devant le Roi-soldat son feutre bossu où fleurissait une couronne d'edelweiss.

— « *Un galantuomo* », laissa-t-il tomber, comme pour lui-même.

Sur la tombe du souverain proche du vieux berger par l'âme montagnarde, j'aurais voulu déposer cet hommage ingénu. La vraie gloire, c'est cela.

FERNAND DESONAY,
Professeur à l'Université de Liège.

Du Barreau à la Marine⁽¹⁾

Dans cette salle, aux décors sobres et sombres, les souvenirs se détachent nettement, hauts-reliefs du passé : première plaidoirie hésitante du débutant devant un magistrat impassible; succès oratoire d'un aîné devant la grande foule d'une cause célèbre; initiation au travail ingrat du bureau; rédaction laborieuse des conclusions; discussions âpres ou bienveillantes entre confrères; conseils du patron; encouragements des premiers amis de la vie active, — et combien de disparus parmi eux! — et puis, dans des matières plus spéciales, enquêtes maritimes chez d'anciens capitaines de navires, première activité qui se dirige du Droit vers la mer, — du Barreau à la Marine.

Le film se déroule pour moi avec des visages aimés, évanouis, avec des scènes jeunes, avec les hésitations, les enthousiasmes, les réalités de la vie mises à nu par les premiers clients. Tout cela qui fut hier, car ce premier film cassa par les secousses de la guerre, — et près de vingt-cinq ans se sont écoulés depuis.

Dans ce palais, qui n'est pas un Monument à l'architecture, mais dont l'aspect honnête garantit une justice pleine de dignité, on eût pu craindre qu'une initiative hardie et courageuse, en abattant des cloisons, en relevant des murs, en multipliant les salles, en concentrant les diverses juridictions, eût, avec la poussière, balayé les souvenirs. Au contraire, j'y retrouve un intérêt

de plus qu'avant : un Conseil d'enquête maritime travaille dans ses locaux, et, par son truchement, je vois une fois de plus s'étendre l'activité du Barreau à la Marine.

L'édifice est complété, agrandi, mais c'est toujours le même bâtiment, plus soigné, plus fini, — tel le cerveau où des matières nouvelles se sont ajoutées, éparses se sont réunies, classées, pour former un tout homogène, logique, dans tous les aspects de la vie étendue.

Dans cette ville, le passé se dresse comme des tours :

*C'est la grand'ville où l'âpre Escaut répand son âme
Et dont rêvent les blonds marins, sous l'équateur,
Quand ils sifflent, là-bas, le petit air vainqueur
Que chante au pays vert la tour de Notre-Dame*

a dit Verhaeren. L'âme de l'Escaut se répand dans la ville; les esprits sont larges, les énergies tendues.

*Race taciturne, race profonde,
Race des Nord's rugueux, race d'hiver,
Avec des colères comme la mer
Et des entêtements de roc, sous l'onde.*

La métropole du commerce maritime se dresse en sa « multiple splendeur »; mais son activité est dirigée avant tout par les trafics qui passent sur la pierre bleue de ses quais.

Et cette vie maritime pénètre jusqu'ici, en ce Palais; elle donne aux juristes des conceptions pratiques qui, des sphères sereines du Droit, les font descendre aux réalités vivantes; elle fait mieux saisir l'évolution du Droit suivant le rythme immense de la vie des peuples, dominée par des économies nouvelles.

Comme la mer et son emprise, les ports qui ont grandi par elle restent gravés dans la mémoire.

On se souvient de tout dans ces villes que les forces jeunes ont poussées, dans les villes qu'on a quittées.

*Je me souviens du village près de l'Escaut,
D'où l'on voyait les grands bateaux
Passer, ainsi qu'un rêve empanaché de vent
Et merveilleux de voiles,
Le soir, en cortège, sous les étoiles.*

Il m'était donc particulièrement doux de revenir dans cette ville, dans ce palais, dans cette salle, — en évoquant ces souvenirs.

J'ai accepté, sans une hésitation, l'invitation de votre Président à venir ce soir, une fois encore, parmi mes anciens confrères.

J'ai accepté parce que je désirais, en le faisant, me retremper dans l'atmosphère enthousiaste et claire de mes premières années de lutte avec la vie, à un moment de la destinée où, ayant accompli quelque chose déjà, l'esprit — mûri — s'arrête, contemple et veut puiser une source nouvelle d'énergie et de foi.

Vous n'êtes certes pas venu entendre des notes biographiques sur un avocat honoraire, ni une explication sur la méthode à suivre pour passer du Barreau à la Marine; la plaquette serait simple : un conseiller fut pris par la vie pratique; celui qui se penchait sur l'aspect juridique de l'aventure maritime fut saisi, entraîné et subjugué par elle.

Je voudrais faire ressortir, par un peu d'histoire vécue, les motifs de sympathie qui doivent porter le Barreau vers la Marine, — et l'avantage d'être docteur en droit pour s'occuper des choses de la mer.

Je dis à dessein « docteur en droit », non pas « avocat », car pour l'homme de la rue, celui-ci est l'être à paroles qui, par le verbe, fait absoudre ou enrichir. Mais l'homme, doué d'une culture générale, juriste d'ailleurs à ses heures, qui raisonne et construit, qui classe toute matière suivant sa valeur et, concevant claire-

(1) Conférence au Jeune Barreau d'Anvers, le 8 février 1934.

ment et grandement, sait mettre dans son activité harmonie et logique; qui, dégagant le principal de l'accessoire et poussant son effort vers les choses en relief, retient les idées-force, anime, concentre, coordonne les activités multiples et éparpillées. Telle est la qualité que le public découvre dans le politicien, dans l'homme d'affaires, dans les « commis du Roi », qui ont acquis cette formation universitaire, — et sur laquelle il met une étiquette simpliste : « l'Avocat ».

Cette formation première est précieuse : elle permet de beaucoup comprendre et de beaucoup entreprendre.

Le conseiller que je fus s'en rendit compte dès les débuts.

La guerre avait posé des problèmes angoissants. Le pays occupé et l'armée avaient besoin de navires pour leur ravitaillement. Notre petite flotte rendit d'immenses services. Sans elle, sans ses marins, la Belgique aurait à certains moments souffert plus terriblement encore de la pénurie de vivres. Pendant quatre ans, ces navires ont navigué d'Amérique vers Rotterdam, où la *Commission for Relief* transbordait les vivres en allèges pour Anvers; l'économie de fret réalisée par ces transports atteignit £ 6,200,000.

D'autres transports effectués pour compte des départements de la Défense nationale, des Travaux publics, des Chemins de fer, se sont élevés à 1,135,681 tonnes et ont représenté une économie de 50,000,000 de francs sur les frets du marché. Des transports pour la Colonie ont laissé un bénéfice de £ 60,000.

En vue d'assurer les risques de guerre de la flotte, la Marine avait, dès 1914, organisé la Mutuelle des Armateurs belges; ses opérations se sont clôturées par un bénéfice de £ 1,100,000.

Je citerai encore deux chiffres : à l'armistice, nous parvinmes, après de laborieuses négociations, à faire remettre provisoirement à notre pays un certain tonnage allemand. Sa gestion de quelques mois a laissé un bénéfice de 4,600,000 francs.

La vente des navires allemands attribués à la Belgique en compensation de son tonnage de prises — prises réalisées par la Marine — a produit environ 32,000,000 de francs.

A la valeur actuelle, ces différents postes représentent plus d'un milliard de francs.

Pour moi, de ces expériences s'est dégagé un enseignement : la Belgique doit avoir une marine marchande digne de sa valeur économique. Au cours de ces années angoissantes et troublées, j'ai compris le rôle d'une marine pour la défense et l'expansion du pays.

Les chiffres cités montrent ce que peut représenter une marine, indépendamment des nombreux avantages économiques et sociaux. Ils justifient les sacrifices que le pays doit s'imposer pour le maintien de la flotte. Notre devoir est de maintenir cet outil indispensable pour la prospérité et la vie même de la nation.

La guerre cesse. D'autres problèmes se posent. Des navires allemands ont été saisis dans nos ports en 1914; un tribunal des prises, institué par le Gouverneur de la place, siègea même dans ce palais; en 1918, nous défendons l'idée de la création d'une Cour des Prises; un projet de loi fut vite rédigé, voté, appliqué; la Cour siègea ici même; les navires saisis furent déclarés de bonne prise. Plusieurs avaient été dirigés vers des eaux neutres. Négociations. Plaidoiries à Paris devant un tribunal de juristes alliés. Finalement, à la Conférence de Spa, nous obtenons, à titre définitif, l'équivalent de notre tonnage de prise : une quarantaine de navires, — plus de 130,000 tonneaux —, cédés à nos armateurs à des prix très favorables, mais rapportant encore, comme indiqué, 32 millions de francs au Trésor.

La guerre avait démontré que nous avions des marins. Trois cents périrent en mer au service du pays!

Je ne puis vous conter les hauts faits accomplis par eux : dans notre excellente revue maritime *Sur l'Eau*, un collaborateur refait, exploite par exploit, avec documents à l'appui, l'histoire

héroïque de notre marine sur mer. Je voudrais que vous lisiez ces pages.

Ces hommes ont, pendant quatre ans, lutté contre la nature et contre les hommes, pour faire humblement leur devoir.

*Balourds, mais forts; âpres, mais sûrs; lents, mais tenaces;
L'aventure n'est que l'élan de leur raison.*

Nous pouvons nous incliner profondément devant les marins magnifiques qui font battre notre pavillon sur les mers.

La génération actuelle suit leur trace.

*Et la mer, boudeuse et vomissant l'écumé,
Recommence sa lutte et ses combats,
Engloutissant, derrière un mur de brumes,
Tant de voiles qu'on ne voit pas.*

La guerre, en dévoilant cet héroïsme, démontra aussi qu'il fallait s'occuper du sort des marins.

La Conférence maritime de Gênes en 1920, puis les Conférences de Genève en 1922 et 1925 s'attachèrent à ce problème.

En Belgique a été créé le statut du marin par les dispositions relatives au contrat d'engagement maritime; le vieux Code disciplinaire et pénal de la marine marchande a été modifié radicalement. Un Conseil professionnel de la marine marchande — commission paritaire — fixe les conditions du travail et s'occupe de la réglementation des salaires; un Comité paritaire surveille le recrutement des marins; une Commission exerce son contrôle sur les vivres embarqués; un Conseil des prudhommes marins tranche les litiges. Il y a trois ans, enfin, fut mise en vigueur une loi sur la réparation des accidents du travail survenus aux gens de mer; une caisse commune — Mutuelle des Armateurs — a assuré l'exécution de cette loi, et la Caisse des marins a été réorganisée.

Pendant la même période, toute une législation concernant le commerce maritime a vu le jour. Les conférences du comité Maritime International — cette grande œuvre de juristes belges qui la première s'est attachée à l'unification du droit privé — avaient reçu leur consécration par les conventions diplomatiques de Bruxelles. Nous avons mis la législation interne en harmonie avec le droit international sur les connaissements, les hypothèques et les privilèges, la limitation de la responsabilité des propriétaires de navires.

Cette législation sera complétée par une loi sur l'immatriculation obligatoire des navires et bateaux et sur les lettres de mer, dont les projets seront soumis incessamment aux Chambres.

Après le vote de ces lois, nous coordonnerons les textes du livre II du Code de commerce, de façon à en faire un tout homogène et logique, car l'œuvre actuelle, par suite des ajoutes et des modifications, présente un aspect quelque peu disparate et heurté.

D'autre part, des lois nouvelles sur la sécurité des navires, l'inspection maritime, l'organisation d'un Conseil d'enquête maritime ont rendu de grands services à la navigation.

Mais d'avoir élaboré ces nombreux textes législatifs et réglementaires, nous avons de plus en plus été entraînés vers la vie maritime. Du contact permanent avec les armateurs, les constructeurs, les marins, les problèmes ont pris un sens différent.

A l'intérieur des services de la Marine, il restait à faire un gros effort de redressement.

En matière maritime, l'évolution actuelle est plus rapide qu'en d'autres domaines.

Au début de l'humanité, et pendant 4 ou 5,000 ans, l'ère des bateaux à rames se développe : barques d'Égypte et de Phénicie, trières de Grèce, dromons de Byzance, liburnes romaines, galères

de Gènes ou de Venise, palamantes, galéotes et galéasses du Moyen âge. Les flots étaient fendus par la cadence des rames et, de ce temps,

*Un « ardent Imperator » pouvait voir
Dans de larges yeux étoilés de points d'or
Toute une mer immense où fuyaient des galères.*

Puis viennent les trois siècles des grands vaisseaux à voile, depuis les temps où les conquérants

*Penchés à l'avant des blanches caravelles
Regardaient monter en un ciel ignoré
Du fond de l'océan des étoiles nouvelles.*

Entre les lourds vaisseaux *Royal-Louis*, les fiers *Victory* et les clippers américains, gracieux porteurs de thé, il n'est qu'une différence de formes et de détails de grément. Et la voile est morte. Seule la navigation de plaisance y reste fidèle, mais ne cherche pas toujours une poésie nouvelle dans des lignes adaptées aux besoins du jour.

Et l'âge de la vapeur naît. En moins d'un siècle, il se termine. Déjà, nous sommes à l'âge du moteur. Combien de temps durera-t-il?

Evolution constante, au rythme accéléré.

Elle n'avait pas été suffisamment suivie, ces dernières années, chez nous, pas plus à la marine de l'État que chez certains armateurs. Des réorganisations s'imposaient : le travail a été mieux réparti, le matériel renouvelé suivant un programme logique basé sur des données industrielles, pour le pilotage de mer et de rivière, pour le service de sauvetage à la côte, pour le remorquage au littoral, le balisage, l'éclairage.

La vieille flotte de la ligne d'État d'Ostende-Douvres est presque complètement renouvelée. Quatre nouveaux paquebots ont été mis en service en 1930 et 1931. Un cinquième, premier paquebot transmanche à moteurs et le plus rapide du monde, sera mis en ligne en juillet prochain.

La fusion de l'enseignement maritime officiel et de l'initiative privée assure la coordination de l'enseignement théorique et de l'enseignement pratique. L'École supérieure de Navigation est, comme on sait, hébergée dans un nouveau bâtiment à l'Écluse Royers et, à bord du nouveau navire-école *Mercator* se fait la formation pratique de nos candidats officiers. De plus, une école de matelotage a été instituée à Anvers et à Ostende, pour former le personnel subalterne des navires.

Bref, en cinq ans, vingt-cinq unités nouvelles. Tout le matériel motorisé, sauf les malles. Flotte plus puissante de moitié, plus de 8,000 CV. Et cet effort a été réalisé tout en réduisant le personnel de 22 % sur 1914.

Ces résultats n'ont pas été obtenus par la voie de l'empirisme. Nous avons créé en quelque sorte un laboratoire de la science administrative : comptabilité industrielle, décentralisation, contrôle statistique, tout cela est en action, dépouillé de toute parure théorique.

* * *

De ce contact plus intime avec la réalité des choses se sont dégagées des leçons.

Vos cerveaux façonnés aux idées générales verront avec moi surgir de ces faits, de cette vie quotidienne des thèmes de grandeur.

Dans quel ensemble se trouvent cette activité, ces marins, ces navires, ces ports et ces eaux? L'homme du Droit transplante sa manière de concevoir dans l'économie politique.

Je sais qu'il est une école qui prétend restreindre le rôle d'une

administration publique à la seule liquidation des affaires courantes, qui n'admet pas qu'elle étudie, conçoive et réalise une politique d'action nouvelle; qu'elle suscite des initiatives, qu'elle stimule des énergies dans le domaine des affaires. Pour ma part, je suis de ceux qui croient que l'administration a un rôle plus grand, qu'elle existe pour « servir » le pays, et le servir par tous les moyens, soutenant les efforts des particuliers mais dégagant, au-dessus des intérêts privés, l'intérêt général et donnant au pays les directives dont il a besoin. C'est cela qui forme les traditions, qui crée les cadres qui manquent trop souvent dans un pays qui n'a vécu que cent ans par lui-même.

Nous avons donc suivi les grands problèmes maritimes qui se sont posés, nous avons essayé de dégager un enseignement de l'expérience et d'en retenir des directives pour l'avenir.

Soit dans les bureaux, soit au Conseil supérieur de la Marine, nous avons examiné, discuté ces questions. D'autres que nous, ligues maritimes, cercles d'études, ont collaboré à la diffusion de l'idée maritime. Au cours de nos années de lutte, nous avons rencontré des initiatives jeunes et enthousiastes qui ont montré des horizons plus larges à nos concitoyens, les intéressant à tout ce qui fait leur force et leur gloire. Et c'est encore parmi les membres des Barreaux que se trouvent ces collaborateurs bénévoles et généreux.

Puisse, de plus en plus, ainsi, le Barreau aller à la Marine!

* * *

Nos grands intérêts maritimes?

Ils trouvent leur place dans un vaste ensemble économique qui constitue l'infrastructure puissante de la Belgique.

Nous sommes un pays d'équilibre : deux races, deux civilisations qui se mêlent et se pénètrent, dont la coexistence approfondit l'intelligence des uns et affine l'esprit des autres : équilibre politique.

Trois grands partis qui, par l'échange et le choc des idées, constituent un ensemble d'équilibre social.

Les intérêts de l'industrie, du commerce, de l'agriculture, des transports — et parmi eux, les transports maritimes —, intérêts primordiaux dont les uns dominent certaines régions du pays, mais qui tous s'entraident, appuient leur mutuelle action, s'associent et se soutiennent, forment un parfait ensemble économique.

Dans cet ensemble, les intérêts de la navigation maritime sont triples. Il n'y a pas qu'Anvers et son port, bien que tous les intérêts s'y rejoignent; il y a : nos eaux, nos ports et notre marine.

Nos eaux maritimes.

Les changements radicaux qui se sont produits dans la construction navale qui, du petit voilier de 300 tonneaux de naguère, a passé au transatlantique colossal de 70,000 tonneaux maintenant, ont évidemment fait naître des problèmes nouveaux quant à l'entretien, au balisage et à l'éclairage des eaux maritimes.

Il y a cent ans, il y avait deux phares seulement sur notre côte : un à Ostende, un à Nieuport. Actuellement, il y a dix-huit feux fixes au littoral. En 1863, pour la première fois, on plaça des bouées sur les bancs du Westhinder, du Dijk, du Plattegeer, de Wendyne. Les deux premiers furent remplacés ensuite par le bateau-feu du Westhinder. En 1892 seulement, la première bouée lumineuse fut placée dans la passe du Stroombank. Il y en a actuellement dix.

Sur l'Escaut, il y avait, en 1840, trente-cinq bouées en territoire néerlandais et quatorze en territoire belge; actuellement, il y en a respectivement septante-quatre et trente-deux. En 1881, des amers furent placés dans les coudes du fleuve : onze au début, vingt-six actuellement. L'éclairage pour la navigation de nuit consistait, avant 1867, en trois feux sur les berges. A cette époque,

quatre bateaux-feux furent placés aux points difficiles de l'Escaut. Ils furent remplacés en 1873 par deux feux donnant les alignements des rives. Ces feux sont actuellement au nombre de soixante-neuf.

Pour l'entretien des profondeurs dans l'Escaut, ce n'est qu'en 1894 qu'il fut dragué pour la première fois et ce en amont du coude du Kruisschans. Depuis 1901 on drague régulièrement aux quatre points difficiles, notamment à Bath et à Valkenisse. En 1925, un programme logique pour l'amélioration des profondeurs fut entrepris. Sa réalisation donne aux seuils les plus difficiles 9^m50 de profondeur sur 200 mètres de largeur.

Cet effort méritait d'être souligné. Jamais les navires n'ont remonté le fleuve avec autant de facilité et de sécurité.

Que dire du régime juridique de notre domaine maritime? Pour nos eaux territoriales, notre souveraineté est incontestable, malgré certaine prétention de nos voisins au sujet des Wielingen. Le statut actuel de l'Escaut, régi par les traités de 1839 et suivants, doit être amélioré; les négociations entamées à trois reprises depuis l'armistice avec nos voisins du Nord n'ont pas abouti à faire reconnaître à la Belgique ses justes revendications: amélioration des communications pour la navigation intérieure entre l'Escaut et le Rhin; communauté dans la gestion du fleuve; intervention néerlandaise dans les dépenses pour l'entretien et l'amélioration du fleuve; consécration de l'égalité de droits de navigation entre Rotterdam et Anvers; écoulement des eaux des Flandres. Ces problèmes exigent une solution dans un avenir rapproché.

Une opinion publique vigilante doit suivre ces questions de près et saisir leur importance vitale pour le pays.

Nos ports.

Nous avions assisté ces dernières années à une extension magnifique du commerce maritime. Anvers, Gand, Bruges, Ostende, Bruxelles avaient renouvelé, amélioré, étendu leurs installations.

Anvers, dans sa lutte de géant contre ses concurrents, dans cet immense hinterland qui s'étend au trafic du Luxembourg, de l'Alsace-Lorraine, de la Rhénanie, de la Westphalie, de la Bavière, de la Suisse et au delà, a vu certaine année plus de onze mille navires à l'entrée et à la sortie de ses bassins et le long de ses quais.

Le développement continu et régulier du trafic avait entraîné d'importants travaux.

Les derniers — écluse du Kruisschans et bassin-canal — rappellent le premier grand programme qui vit le jour sous l'impulsion géniale de Léopold II.

Le début du grand port moderne qu'est devenu Anvers date en effet de 1874, quand la loi du 17 avril approuva la convention entre l'Etat et la Ville pour les travaux de normalisation du cours du fleuve et la construction de 3,500 mètres de murs de quai.

Par l'arrangement du 18 janvier 1881, l'Etat donna à la Ville les terrains de la Citadelle du Nord, de la Maison Hanséatique et promit de déplacer les Schijns. La Ville, de son côté, construisit les bassins Lefèvre et America. Ces travaux furent bientôt insuffisants: les conventions des 10 mai 1890 et 8 mai 1895 eurent pour objet la construction d'une nouvelle écluse et de 2,000 mètres de quais en amont de la rade.

Le 16 mai 1905, un projet de loi décida l'élargissement et la rectification du coude de l'Escaut, et ce fut la bataille de la Grande Coupure. Enfin, la loi de mai 1912 permit la réalisation des travaux actuels.

Tous vous vous souvenez de la date du 31 août 1928, lorsque le Roi et la Reine, à leur retour du Congo à bord d'un paquebot de la Compagnie Maritime Belge, inaugurèrent l'écluse du Kruisschans et le bassin-canal, au son des sirènes de centaines de navires, au bruit des moteurs de dizaines d'avions, dans l'en-

thousiasme et la joie de milliers de spectateurs qui se rappelaient le cri lancé jadis à la Bourse, par le plus grand des Belges: « Antwerpen boven! »

J'ai évoqué rapidement devant vous l'histoire de l'extension des installations d'Anvers pour vous montrer quel a été, en ces dernières années, le mouvement ascendant dans le développement du port.

Je ne toucherais pas à l'intérêt économique ni aux avantages incontestables que présente Anvers comparativement à ses grands concurrents. Cette matière nous conduirait trop loin. J'ai tenu simplement à faire ressortir l'action énergique déployée dans le passé pour réaliser ces immenses installations. Le marasme actuel des affaires risque de faire perdre en grande partie le profit de ce magnifique effort.

En ces heures difficiles, où de toutes parts surgissent des barrières nouvelles, où nous nous voyons encerclés par les murs qu'édifient dans leur égoïsme superbe les nations voisines, nous devons, tout en pratiquant une politique de défense efficace contre ces mesures factices, maintenir les principes élémentaires de liberté, de libre concurrence qui sont à la base de notre expansion.

La Belgique est obligée, pour vivre, de déverser le trop-plein de son activité au dehors. La densité de sa population lui impose l'expansion: son sol est insuffisant pour nourrir tous ses enfants.

Il ne servirait à rien au pays d'avoir protégé son agriculture à coups de droits de douane et de contingents; il ne servirait à rien au pays d'avoir, à coups de droits de douane et de contingents, évité la fermeture de ses usines si demain l'exportation devenait impossible et ne permettait plus d'écouler au dehors le surplus de nos produits, tout ce qui fait vivre des milliers d'ouvriers dans les usines, des milliers de travailleurs dans les ports.

Enfin, le troisième grand intérêt maritime: une marine marchande nationale!

Oh! ici, nous pouvons dire de nos compatriotes, avec Heredia:

*L'homme indifférent aux rêves des aïeux
Écoute sans frémir, du fond des nuits sereines,
La mer qui se lamente en pleurant les sirènes.*

Et puisque je cite des vers, connaissez-vous ce conte de La Fontaine: *Le Berger et la Mer*? Un berger, tenté par les trésors déchargés sur la plage, vendit son troupeau...

*Trafiqua de l'argent, le mit entier sur l'eau.
Cet argent périt par naufrage.
Son maître fut réduit à garder les brebis,
Non plus berger en chef comme il l'étoit jadis,
Quand ses propres moutons païssoient sur le rivage:
Celui qui s'était vu Coridon ou Tircis,
Fut Pierrot, et rien davantage.
Au bout de quelque temps il fit quelques profits
Racheta des bêtes à laine,
Et comme un jour les vents, retenant leur haleine,
Laisaient paisiblement aborder les vaisseaux:
« Vous voulez de l'argent, ô Mesdames les Eaux,
Dit-il, adressez-vous, je vous prie, à quelque autre:
Ma foi! vous n'aurez pas le nôtre. »*

*Ceci n'est pas un conte à plaisir inventé.
Je me sers de la vérité
Pour montrer, par expérience,
Qu'un sou, quand il est assuré,
Vaut mieux que cinq en espérance;*

*Qu'il se faut contenter de sa condition;
Qu'aux conseils de la mer et de l'ambition
Nous devons fermer les oreilles.
Pour un qui s'en louera, dix mille s'en plaindront.
La mer promet monts et merveilles :
Fiez-vous-y : les vents et les voleurs viendront.*

Et Charles Le Goffic commente ce conte en disant : « On n'est pas plus bas-de-laine, terre-à-terre et Français « moyen ».

Mais cet esprit-là n'est pas la seule cause de l'indifférence de notre peuple pour la mer.

Mil huit cent trente enlève aux Provinces belgiques leur orientation maritime. Nous perdons les colonies que nous avions aidé à conquérir, buts des navigations lointaines; des deux entreprises créées en 1821 par Guillaume, « la Société Générale pour l'Encouragement du Commerce maritime » limitera son activité aux seuls Pays-Bas; la « Société Générale pour promouvoir les intérêts industriels » nous restera; nos régions du Sud jetteront la base de leur prospérité industrielle. Nos usines vont détourner les regards de la mer. Puis, par un juste retour des choses, les produits fabriqués chercheront des exutoires; nos ports se développeront, Anvers attirera autant le fret de l'intérieur du pays que le trafic d'un hinterland de plus en plus étendu. Mais, dans cet essor, le pavillon belge n'a pas pris sa place.

Pendant les quarante premières années de notre indépendance, la marine marchande belge possédait quelque 30.000 tonneaux de navires! Après 1870, et pendant trente-cinq ans environ, ces chiffres évolueront autour de 80.000 tonneaux. Pendant les vingt-cinq dernières années la flotte prendra un certain développement et le total s'élèvera de 100.000 à 450.000 tonneaux brut.

Ces chiffres représentent quelque 8 % du tonnage qui fréquente le seul port d'Anvers et le transport du cinquième des marchandises embarquées ou déchargées par des navires sur les quais de la Métropole.

Insuffisance notoire. Surtout lorsque l'on songe que la moitié du trafic d'Anvers est constituée par le commerce propre de la Belgique. Une grande partie de ce fret pourrait alimenter des lignes régulières belges; notre flotte pourrait ainsi être aisément doublée, enrichissant notre économie nationale de centaines de millions, faisant vivre des milliers de travailleurs.

Il importe que notre marine conserve au pays une plus grande part des milliards payés à titre de fret aux compagnies étrangères.

Certes, ces entreprises seront toujours les bienvenues dans nos ports et aucun navire étranger ne doit abandonner une escale parce que quelques milliers de tonnes de marchandises belges seraient embarquées en plus sous notre pavillon. Mais puisse enfin le pays reconnaître que notre indépendance économique — qui est à la base de notre indépendance politique — exige qu'en tous domaines nous soyons autonomes et que la Belgique, avec son grand passé, Anvers, avec sa force de travail et sa volonté, sont capables d'avoir une activité maritime propre, correspondant à leur valeur économique.

Déjà, en 1861, Léopold II, duc de Brabant, disait qu'il n'était pas possible que « seuls parmi les nations possédant des ports et une frontière maritime, les Belges demeuraissent, pour la majeure partie de leur exportation, tributaires de l'étranger ». Pendant tout son règne, le créateur de notre Colonie déploiera la décadence de notre marine, jettera des cris d'alarme, montrera l'horizon lointain de la mer à son peuple aveuglé et obstinément cloîtré chez soi. Dans sa pensée, la possession et le développement d'une Colonie doivent aller de pair avec une marine. Et, lorsque son Congo apparut comme une œuvre définitive, il fit prendre les premières mesures pour donner quelque essor à notre flotte commerciale. C'est à la même époque, à partir de 1905, qu'il fit exécuter

les grands travaux pour nos ports maritimes à Anvers, à Gand, à Bruges, à Bruxelles; c'est alors qu'est créée l'Association Maritime pour la formation d'officiers de marine à bord d'un navire-école; qu'Il encourage la fondation d'une Ligue Maritime, qu'Il stimule le retour à la vie de l'Union des Officiers de marine et qu'une loi de 1907 octroie un crédit officiel à trois armements belges.

Des résultats immédiats se manifestent.

Admirable leçon!

Aujourd'hui aussi, de grands efforts ont été réalisés pour nos ports : le réseau de nos voies navigables s'améliore et se complète, les installations maritimes se sont considérablement développées. Dans Anvers, dans Gand, la vie trépidante du commerce maritime a pu se déployer merveilleusement.

Et nos armements?

Ils exploitaient des lignes régulières vers toutes les parties du monde. Le trafic, toujours accru, avec la Colonie avait donné un développement considérable à une entreprise devenue entièrement nationale.

La situation qu'ils avaient acquise dès avant la guerre s'était consolidée; leur importance avait été reconnue dans les Conférences maritimes. Nous avions assisté à un renouveau incontestable de notre flotte marchande. Le tonnage était six fois plus important qu'il y a vingt-cinq ans.

Malheureusement, la situation actuelle est grave.

Toutes les lignes sont en perte. Les réserves sont épuisées. Le crédit maritime est inexistant. La plupart des armateurs ne pourront plus faire l'effort nécessaire pour renouveler en temps utile leur flotte et l'améliorer, ce qui, par suite des progrès techniques et de la motorisation, devient une nécessité immédiate.

Certes, la situation est également mauvaise ailleurs; mais 45 % de nos navires chôment, alors que la moyenne du chômage dans le monde est d'environ 20 %; mais tous les gouvernements ont pris des mesures d'intervention.

En Belgique, le Parlement a été saisi en 1930 d'un projet de loi sur le crédit maritime qui aurait certes pu améliorer considérablement la situation chez nous. Ce projet n'a pas été voté. Le gouvernement, heureusement inspiré, a fait voter au budget extraordinaire de 1934 un premier poste de subsides pour venir en aide à la marine.

J'aurais beaucoup à dire en ce qui concerne ces interventions officielles et une grande politique de soutien de la marine marchande. Le temps malheureusement est trop court. Qu'il me suffise de rappeler que tous les pays du monde — même ceux qui se disaient libre-échangistes — ont, à travers leur histoire, pris les mesures adéquates pour protéger efficacement leur marine. Rappelons simplement qu'il y a quelque temps une revue anglaise écrivait froidement, à propos de la flotte britannique : « L'Angleterre a été protectionniste pendant quatre cents ans, et elle s'en est bien trouvée. Elle a été libre-échangiste pendant quatre-vingts ans, et les résultats actuels démontrent qu'elle s'est trompée... »

Je sais qu'il reste bon nombre d'excellents citoyens qui ne sont pas convaincus de la nécessité d'une marine nationale. Et cependant! Quelle force économique dans le bilan général des affaires, quel appoint dans la balance commerciale du pays!

Il faut garder, n'est-il pas vrai? dans le pays le plus de bénéfices du travail national. Or, de la production nationale, on peut conserver au pays un plus grand bénéfice en faisant le commerce extérieur soi-même et en faisant le transport maritime sous le pavillon du pays.

Tout prix de transport de marchandises payé à un navire belge constitue une exportation invisible, et le montant de ces frets s'ajoute, pour la grosse part, aux valeurs des produits exportés.

Pour relever le pays, il ne s'agit pas tant d'augmenter la pro-

duction, coûte que coûte; il faut avant tout retirer de la production nationale tout le bénéfice qu'elle contient.

Cette règle élémentaire d'économie politique devait être rappelée à un moment où la Nation fait appel à toutes ses forces vives pour tenir.

On a dit: « Mais il suffit pour l'industrie belge qu'elle trouve dans les ports des moyens de transport bon marché; ce bon marché est la première condition requise du transporteur pour l'exportation. »

C'est d'abord ne voir que l'aspect immédiat de l'exportation et non son résultat final; c'est perdre de vue le grand avantage que je viens de signaler.

Ensuite, il ne suffit pas de constater qu'on a des ports bon marché pour l'exportation nationale; il faut examiner d'où provient ce bon marché: il est acquis et doit être maintenu par une marine marchande nationale.

Le bon marché d'un port — certaines conditions géographiques et économiques étant réalisées — est le résultat d'une concurrence intense entre les multiples lignes organisées sous divers pavillons. Cette concurrence peut cependant être limitée pour un grand nombre de trafics par les ententes qui se créent entre les lignes.

Dans ces cas, les compagnies s'arrangent pour avoir le monopole; les frets peuvent être relevés au détriment du commerce extérieur.

Un exemple: Il y a quelques années, par suite de l'entrée d'une compagnie de navigation néerlandaise dans la Conférence du Sud Pacifique, les frets d'Anvers sur les fers et les verreries, pour les ports de Valparaiso, Punta Arenas, etc. ont monté, du jour au lendemain de 150 %, sans préavis, alors que les marchés de fournitures sont établis et les dispositions d'envoi prises.

Autre exemple parmi tant d'autres. Après la guerre, un armement belgo-irlandais fut créé: les frets tombèrent de 25/— à 10/— la tonne, pour les fers.

Le seul fait de l'existence d'une marine nationale empêche d'ailleurs souvent la réussite des combinaisons au sein des Conférences.

D'autre part, le transport de marchandises effectué sous les couleurs d'une société vraiment nationale est mieux protégé et maintient la possibilité des achats et des ventes ultérieurs.

Lorsqu'un pays vit d'exportation de produits fabriqués, le producteur doit rechercher le consommateur et ici se fait jour la véritable solidarité entre le commerce d'exportation basé sur l'industrie nationale et la marine marchande.

Si un exportateur a recours aux services des navires étrangers, il livre le nom de ses clients à ses concurrents du dehors, qui pourront faire des offres de service aux destinataires.

Un pays exportateur de produits fabriqués ne peut, sans danger, les confier au pavillon étranger.

L'Allemagne notamment a compris que le meilleur agent du commerce extérieur dans les pays d'outre-mer est le plus souvent le représentant des compagnies de navigation allemandes, celui-ci exerçant une surveillance journalière sur les importations, suivant l'évolution du commerce du pays où il réside, se rendant compte des besoins de la clientèle, signalant aux chargeurs l'intérêt qu'ils ont à satisfaire cette clientèle.

La confirmation de cette tactique se retrouve dans une convention de subsides conclue, il y a quelque quarante-cinq ans, entre le Reich et le Norddeutscher Lloyd, pour ses services sur l'Extrême-Orient. Parmi les motifs justifiant la subvention, le gouvernement fit valoir que les lignes subsidiées devaient rendre l'industrie allemande indépendante de l'étranger, éviter l'augmentation des frais, provoquer la révélation des rapports commerciaux et la négligence des ordres donnés aux concurrents.

Je ne puis m'étendre davantage sur ces arguments. Interrogez

à cet égard nos consuls fixés dans certains pays d'outre-mer, et vous serez édifiés sur les procédés de la concurrence.

Un aspect spécial de cette protection du commerce extérieur par l'armement national est apparu au cours de la Conférence internationale de Droit maritime, à Amsterdam, en 1927, à l'occasion de la discussion de la question des lettres de garantie. La lettre de garantie, ainsi que vous le savez, — promesse écrite donnée par le chargeur d'une marchandise au transporteur de le garantir contre le recours du destinataire pour l'état des marchandises, — tend à éviter toute réserve du transporteur (le capitaine) sur le connaissance quant à l'état de la marchandise ou d'un emballage. Le connaissance sans réserves (*clean*) est ainsi plus facilement négociable, puisque l'acheteur, le destinataire, paiera, sans hésiter, le prix de la marchandise présumée en bon état. Une pareille lettre peut être nettement frauduleuse, lorsqu'elle est délivrée quand il n'y a aucun doute sur le mauvais état de la marchandise. Cette pratique nuit évidemment à l'exportateur, au banquier et à tout le commerce maritime.

Il est apparu que cette plaie des lettres de garantie de complaisance n'existe pas dans les ports où la marine nationale est importante, car cette marine a intérêt à défendre le commerce national. Dans les ports, comme Anvers, où le pavillon national n'intervient que pour 8 % dans le trafic total, les plaintes au sujet de cette pratique étaient unanimes!

La marine marchande protège en même temps les ports nationaux. Exemple: les lignes d'un pays (Allemagne) peuvent avoir la prépondérance dans une Conférence; elles peuvent tendre à faire coter pour un port de ce pays (Hambourg) les mêmes frets que pour Anvers, malgré une distance plus longue.

Enfin, devons-nous rappeler ici un argument qui n'est pas uniquement d'ordre sentimental ni une simple question de prestige, celui du pavillon? Le seul fait de montrer un pavillon dans des pays exotiques favorise incontestablement l'achat des produits d'origine.

Je ne reviendrai plus sur la nécessité d'une flotte pour le ravitaillement du pays, non seulement en temps de guerre, mais en toute période troublée ou lorsque les grands pays transporteurs sont mêlés à des difficultés internationales. L'exemple de la dernière guerre fut concluant sous ce rapport.

Je sais qu'il faut une certaine dose de conviction pour soutenir cette nécessité d'une marine en ce pays et même en cette ville. Je suis le premier à rendre hommage au travail opiniâtre, à l'intelligence éclairée des courtiers de navires qui ont en grande partie fait la fortune d'Anvers. Mais, si nous devons poursuivre la grande politique de la porte ouverte à toutes les initiatives venant du dehors, il y a une question de mesure que les étrangers doivent comprendre: comme Belge, conscient de la valeur de son pays et de la nécessité de son indépendance économique, je déclare hautement que dans nos ports le pavillon national peut revendiquer sa place, que ce pavillon est là pour stimuler et pour défendre, et j'ajoute que les armements étrangers qui viennent cueillir le fret chez nous doivent non seulement tenir compte de nos sentiments et de nos intérêts en utilisant notre main-d'œuvre dans nos ports, et nos cerveaux dans leurs agences, mais admettre loyalement l'existence d'une flotte belge et ne pas sournoisement la combattre.

* * *

Je m'aperçois que je plaide une cause. Ce sera ma dernière plaidoirie, pour une cause qui est devenue la raison d'être de ma carrière.

Dans cette salle, dans ce palais, dans cette ville, cette cause

pouvait être évoquée; les droits des citoyens y sont protégés, les institutions y sont défendues, les libertés y trouvent un dernier refuge; je pouvais plaider le droit à une vie plus grande et le droit à la liberté économique pour mon pays.

La cause est entendue. Je voudrais que vous la fassiez vôtre, vous, mes concitoyens, pour qui surtout Verhaeren a dit :

*Escout, Escout
Tu es le geste clair
Que la Patrie entière,
Pour gagner l'infini, fait vers la mer,
... Tu es... la force féconde
D'un peuple ardu, farouche, et violent
Qui veut tailler sa part dans la splendeur du monde.*

* * *

J'ai parsemé ma causerie de citations nombreuses, — poésie éternelle de la mer.

Les marins, tout en étant des hommes énergiques, savent être de grands rêveurs.

Mais les poètes et les peintres n'ont vraiment découvert la mer que depuis les temps modernes.

Jan van Goyen, Simon de Vlieger, Willem Vande Velde et son fils sont les premiers grands peintres de marine à l'époque où la Néerlande a vécu son épopée glorieuse des Tromp, des Piet Hein, des de Ruyter, quand les Indes nourrissaient grassement les marchands d'Amsterdam.

La littérature en France pendant tout l'âge classique et en deçà tourne le dos à la mer, la néglige ou l'ignore. Malgré que sous Louis XIV jusqu'à La Hogue et sous Louis XVI jusqu'aux Saintes, la France tienne en échec la Hollande et l'Angleterre, la mer n'entre dans la littérature qu'avec le romantisme. Certes, elle n'en avait pas toujours été absente et avant Chateaubriand « elle faisait le fond du tableau de l'épopée arthurienne », où s'agitait déjà « le drame de l'amour, de la mer et de la mort ». Puis, l'on trouve des cris isolés dans quelques œuvres, mais, ainsi que le constate Le Goffic, « son grand mascaret mélancolique, sa grande lame de fond ne s'est réellement déclarée qu'avec Chateaubriand, fils des eaux bretonnes ». C'est alors que naît le sentiment de l'infini devant la mer, puis s'agit le drame des consciences des marins, l'expression la plus haute du devoir maritime, puis enfin s'élève l'amour pour la mer.

Cependant le grand hymne de l'Humanité à la Mer n'est pas écrit. La grande fresque de la vie merveilleuse qui surgit des flots n'a pas été brossée.

Qui dira qu'au-dessus des époques historiques dominent les grands âges de la Méditerranée, de l'Atlantique, du Pacifique, où la civilisation se répand suivant que battent les rames le long des côtes, que cingent les voiles vers les contrées nouvelles ou que vombrissent les moteurs au delà des océans?

L'Humanité s'est mieux connue par la mer. Par elle s'est fait le rapprochement des peuples, malgré les intérêts économiques qui se heurtent, parce que se mêlant davantage.

Si la terre retient les hommes chez eux, dans les villages, sous les clochers, la mer, libre, unit les grandes communautés. Puisse ce rapprochement par la mer s'intensifier, être la liaison vivante entre les nations!

Et quant à notre pays, où l'industrie wallonne alimente les ports de Flandre et où les produits du Sud trouvent un exutoire par les installations maritimes, puisse la mer être leur grand lien commun d'expansion au dehors!

Que ce peuple, pour grandir ainsi, aille enfin vers « l'Océan éternel où bouillonne la Vie », et que, son horizon élargi, il mette

ses espoirs très hauts et trouve sa force et son orgueil dans « la splendeur mouvante de la mer », répétant avec un de ses enfants les plus illustres :

*O mer, qui fus ma joie étonnée et féconde,
O mer, qui fus ma jeunesse cabrée,
Ainsi que tes marées
Vers l'aventure et les conquêtes
Accueille-moi, ce jour, où tes eaux sont en fête!*

HENRY DE VOS,
Directeur Général de la Marine.

Panorama de la crise française

Il y a du nouveau en France? Si nous parcourons la carte politique de l'Europe, en ce début de 1934, nous voyons partout bouleversements, États nouveaux, régimes futuristes, épileptiques, totalitaires. Dans cette tourmente la France faisait une singulière exception. Confinée dans son immobilisme, elle faisait invinciblement penser à la Chine, une Chine paysanne, accroupie devant ses rizières, peinant sur un sol morcelé à l'infini.

Pays de jardins, dit Keyserling. Pays de potagers, dit Paul Morand. Pays de bourgeois, conclut André Siegfried. Cette bourgeoisie de paysans propriétaires est jacobine, satisfaite et conservatrice. Elle tient le pouvoir et elle le tient bien. Des bureaux de tabac au ministère de l'Intérieur toute la hiérarchie lui appartient, des postes de commande au régime. Elle a les préfets, le Conseil d'État, les écoles, et ce qui est plus grave encore, la magistrature. Si elle pouvait elle fonctionnariserait l'état-major. Mais ces soldats illustres sont si souples, si jalousement enfermés dans leur spécialité disciplinée que vraiment ils ne sont pas un danger. Aussi tout le régime est à gauche et la gauche tient bien le régime. Pour que celui-ci vive il faut que rien ne bouge, ni dans ses hiérarchies, ni dans ses doctrines.

La province bourgeoise et paysanne a délégué à Paris, pour la gouverner, une majorité de gens de gauche. Depuis tantôt deux ans, depuis la chute de Tardieu, de quelles faveurs le sort ne les a-t-il pas comblés! Places, prébendes, rubans, préfectures, ambassades, fonds secrets (si publiquement secrets que leur secret est celui de Polichinelle), tout leur a été donné en partage. Herriot les a gouvernés d'abord, puis Daladier, puis Sarraut, puis Chautemps, puis de nouveau Daladier. Est-il plus sévères garants de l'orthodoxie républicaine? Place Bauvau, l'arche sainte de la Doctrine radicale est gardée au ministère de l'Intérieur. Si la Chambre faisait une petite crise de socialisme ou de fascisme, le Sénat serait là tout de suite pour la ramener dans le rang. Le président Lebrun, assez respectable pour échapper aux partis, est assez quelconque pour ne porter ombrage à aucun. Vraiment, la France est heureuse. La vie est chère, mais qu'importe si les paysans sont contents! Les paysans sont radicaux. Alors!

Eh bien, non. Quand la province est repue, c'est Paris qui se fâche. Chautemps avait une majorité. Il l'a perdue par quelques malheurs, nés de la déplorable affaire Stavisky. Daladier à son tour prend le pouvoir, et lui aussi réunit une majorité, de gauche, naturellement. On croit que tout va s'arranger. Pas du tout. La foule parisienne vient hurler aux grilles du Palais-Bourbon.

Orthodoxie républicaine, cartel des gauches, laïcité, maçonnerie, monopole des places, rien n'y a fait. Tout s'est effondré. Pour la première fois depuis combien de décades les gens en place s'aperçoivent avec stupeur qu'il ne suffit pas d'avoir une majorité bien à gauche pour avoir le pays avec soi. C'est cela qui est nouveau. D'où la bagarre. La foule envahit la place de la Concorde. Daladier, affolé, Bouisson, plus affolé encore, ne savent à quel saint se vouer. A la tribune, Franklin Bouillon jouit de leur couardise. Au-dessus de lui, entre deux tirades, il entend Bouisson qui lui murmure : « Voyons, prends garde ! Tu ne vois pas qu'ils vont prendre la maison d'assaut ! » et Franklin, entre deux autres quolibets, lui répond : « Je t'emm..., je ne demande que ça ! » La République des camarades en est arrivée là. Dans la frousse générale les petits jamissaires de la Libre Pensée, Frot, Meitler et Cot, prennent un air de matamores et parlent de mitrailleuses. Au pont de la Concorde, le pauvre Bonnefoy-Sibour, plus effondré que son chef, fait ouvrir le feu. Des hommes tombent. Le ministère tombe aussi.

* * *

Et pourtant rien, dans la routine du régime, n'avait fait défaut. Une règle veut qu'un gouvernement n'ait pas d'ennemis à gauche, et M. Daladier avait recruté ses ministres jusque dans les rangs socialistes. Une autre règle est qu'un président du Conseil doit « tomber à gauche » et la poussée vient de droite. Enfin et surtout, il faut que le cartel soit appuyé sur le Midi. Point d'hommes de droite ou de l'Est. Surtout point de Parisiens. Daladier, c'est le taureau de la Camargue. Frot, le fusilleur, poulain de Paul Boncour dans le Tarn, est élu du Loiret. Cot vient de Savoie. Pour corser le tout, quelques hommes de l'Ouest, mais d'une lâcheté éprouvée, comme Chappedelaine, et le Malcuin Guy la Chambre, de Monzie n'en est plus parce que vraiment, après Stavisky, c'était impossible, mais son œuvre à l'Éducation nationale ne périra point : un pur comme Daladier y veillera, avec un taisandé comme de Jouvenel. Non, tout est d'or pur là-dedans. Le Midi rouge peut être tranquille. Toulouse est toujours la vraie capitale de la France.

D'où viendrait le danger ? Pas du président Lebrun, cet otage livré par les provinces de l'Est aux gardiens de la citadelle méridionale. Il est hypnotisé par un souvenir terrible. Celui de la défenestration de Millerand en 1925. Visiblement il murmure à part lui : « Tout, mais pas ça ». Les généraux ne sont pas plus inquiétants. Les généraux de Brunaire et de Fructidor avaient vingt-sept ans. On ne fait plus de coups d'État quand on a passé l'âge de la retraite. Restent les journaux. Ils sont tous bâillonnés, sauf ceux qui font profession d'éclabousser le régime de leurs facéties, depuis toujours. Ce qui importe, c'est la grande Presse, et elle est aussi lâche, aussi vaseuse qu'hier et avant-hier. A l'Agence Havas, le célèbre Guimier commandé toujours, propriétaire de *l'Ami du Peuple*, d'extrême-droite, du *Journal*, boulevardier, et de *l'Œuvre*, cartelliste. Ainsi il a un journal dans chaque camp, et peut s'esbigner dans tous, en Talleyrand de l'Information. Ne parlons pas de la Haute Banque. C'est une blague qui ne prend plus. Et puis une certaine Haute Banque cartellise volontiers, du fait de confier ses affaires à Léon Blum.

Sans doute les gauches sont plus atteintes que tout autre parti par le tapage Stavisky. C'est par l'intermédiaire du député Bonnaure que sont parvenues aux vrais républicains les libéralités du bel Alexandre. Edouard Daladier, en bon normand qui jamais n'a trempé ses grosses mains de fils de paysan dans cette boue, a cru jeter du lest en criant à la Chambre : « Nous ne voulons ni des hommes de Stavisky, ni de ceux de l'Aéropostale et de l'N'Goko-Sanga », allusion à certains personnages consulaires du centre gauche qui ont eu aussi de petits ennuis. Ainsi il aura, en sourdine, contre lui, tous ceux qui, dans ce marécage, ont des remords.

Et ils sont nombreux. Mais cela ne fait rien. Les gauches sont assez bien établies pour s'offrir un petit scandale. Les plus compromis reviendront au pouvoir. Ils reviendront même d'autant mieux qu'ils sont plus compromis. Car c'est un fait patent que le député qui sent le roussi s'acharnera sa vie durant à réparer son accident par plus d'orthodoxie. Caillaux et Malvy sont les plus éprouvés des hommes de gauche, depuis qu'ils ont tant de choses à se reprocher. Les plus abîmés des rescapés de Panama ont été réélus jusqu'à la fin de leur vie. Non, l'affaire Stavisky ne peut rien contre le régime. Il faut la sérénité d'un Donmergue ou d'un Poincaré, pour se retirer à Hyères ou à Tournefeuille. L'homme qui a eu des ennuis, on le tient. Avec le temps les petits amis de Stavisky deviendront les vétérans les plus glorieux du glorieux Cartel.

Le mardi 6 février, tout allait bien à bord, selon la logique du régime. Mais la logique des choses fut plus forte.

* * *

On connaît les faits. Exécution tragique du préfet de police, loufoque du directeur de la Comédie-Française, nomination de M. Bonnefoy-Sibour. Cette cascade d'inconséquences ne trompe personne à l'extrême-gauche où déjà M. Blum s'appête à lâcher « un chien de sa chienne » sur ses frères ennemis les néo-socialistes et où M. Chautemps ménage un tour de sa façon au cher petit camarade Daladier. Au centre, c'est une explosion. Dans tout le pays, une stupeur. On a touché au préfet de police.

Qui connaît le directeur de la Sûreté générale de France ? Personne. Qui connaît le préfet de police de Paris ? Tout le monde. C'est très grave, cela. Paris est une ville beaucoup trop grande. Quatre millions d'habitants y vivent et parmi eux quinze cents mille étrangers. S'il fallait gouverner et protéger cette masse par des moyens administratifs ordinaires on n'en finirait plus. A un cas spécial il faut une police spéciale. Elle est devenue énorme ! Déjà Bonaparte, en juillet 1800, lui a maintenu ce triple caractère gouvernemental, judiciaire et municipal que lui donna une ordonnance de Louis XIV en 1667. La Cour de cassation, le 21 novembre 1853, lui a confirmé le pouvoir purement judiciaire de décerner des mandats d'amener. Depuis Lépine, la Garde municipale est à lui. Les régimes ont changé. Tous se sont effondrés. Aucun n'a osé toucher à la police. Quand la ceinture communiste est apparue, M. Sarraut, ministre de l'Intérieur, a nommé Chiappe, le seul homme fort du régime. Ainsi plus il y a de danger, plus le préfet devient fort.

Chiappe est devenu une figure. Les ministères peuvent passer. Lui il dure, avec tous les moyens dont disposait sous l'Ancien Régime le Roi lui-même. Il supprime du monde. C'est la lettre de cachet. Il commande des « passages à tabac ». Et personne ne se plaint. S'il fallait se plaindre de quel'un ce serait de la magistrature. Or on sait que le jury de la Seine est une si pauvre chose. On sait que tant de magistrats ne sont plus des juges. Ils ne sont plus que des fonctionnaires, nommés sur les instances de députés. Et ce qui est pire, qu'une fois nommés, ils ne sont pas libres. Alors, pour suppléer à tant de carences on a le préfet.

C'est un républicain pur sang, petit-fils de régicide, mais Corse, c'est-à-dire agile, et pourvu d'une clientèle qui va de Malvy à Ybarnégaray. Avec lui Paris dormira tranquille. Il est bien trop fort pour que personne bouge, avec ses 20,000 agents. (Sous Louis XIV la mèche de France comptait en tout 2,500 hommes à pied et à cheval.) Et aussi bien trop malin pour jamais faire tirer un coup de feu. Jusque dans *l'Œuvre*, au lendemain de sa chute, La Fouchardière prendra violemment sa défense. Daladier veut l'envoyer au Maroc. Lui, il ne quittera pas Paris, pas plus qu'un vrai matelot ne quitte la mer.

Le soir même, Bonnefoy-Sibour, son successeur, faisait tirer sur la foule parisienne. Autour des ministères et de la Chambre les Parisiens hurlaient leur colère, et les gens du Midi, claquemurés dans leurs bureaux, connurent enfin le frisson salutaire de la peur.

* * *

Dans un cas semblable il faut, en France, flatter le désir invétéré qu'a le peuple d'une solution reposante. M. Laval, en bon Auvergnat d'Aubervilliers, courut à l'Élysée. « Il faut, dit-il, appeler Doumergue », et il prit lui-même la communication pour Tournefeuille. En tout Français dort un bon homme satisfait. Avec le sourire de Doumergue on calmerait les Parisiens, et les gens du Midi ne pourraient pas se plaindre. Tardieu et Marin seraient là pour Belfort et Nancy. L'Intérieur doit revenir à un homme du Midi. C'est un bureau qui doit sentir l'ail. On y mit Sarraut. Herriot n'est pas un mauvais homme. Sa malhonnêteté ostensible est toute intellectuelle et sentimentale. Le soir du 6 février, happé en rue par des manifestants, il a subi seulement la fessée. On ne l'a pas jeté à la Seine, parce que c'est un bon gros. Marquet sera content de tout pourvu qu'il soit ministre, et Chéron sera aussi quelconque et Normand à la Justice qu'ailleurs. Allons, c'est fait. Le vendredi soir, à 5 heures, trois jours après la dégringolade de Daladier, le cabinet Doumergue est constitué. Un instant réveillés, éccourés et furieux, les Français se retournent en bâillant sur leur oreiller, et se rendorment. Quel bon député du centre eût fait La Fontaine!

* * *

Dans cette salle des Pas-Perdus du Palais-Bourbon j'erre en distinguant les têtes et les opinions. Ils sont tous revenus, y compris Daladier, tous honteux de leur peur, mais se consolant en reconnaissant de chers collègues qui ont eu aussi peur qu'eux.

Parmi eux beaucoup sont des hommes de valeur. Beaucoup ont de vastes compétences. Si leurs méthodes de travail n'étaient pas aussi détestables on serait étonné de ce qu'on pourrait attendre d'eux. Journalistes, avocats, grands industriels, anciens maîtres de requêtes au Conseil d'État, inspecteurs des finances (catégorie très justement enviée) et par-dessus tout professeurs, ensemble ils feraient une magnifique université. Plusieurs, et non des moins démagogues, non des moins comitards, ont des vues sur l'extérieur. Sarraut, Paganon, Bonnet, Marquet, sans parler des Reynaud et des Marcel Héroult, ont fait le tour du monde, visité des colonies. Qu'on s'étonne de les voir faire de si mauvaises lois, c'est fort bien. Mais qu'on ne les prenne pas pour des incapables. Beaucoup ont des lettres. Presque tous savent écrire. Et c'est ainsi depuis les propriétaires de l'Ouest, isolés à l'extrême-droite, jusqu'à Blum. Quelques juifs, et ce sont les plus parisianisés, ceux chez qui l'accent trahit le moins la province. Les juifs, d'ailleurs, finiront avec des funérailles religieuses, parce que cela fait plus français. Les Français, ou contraire, ont tous été au catéchisme jusqu'à la première communion et se proclament laïcs, parce que cela fait plus républicain. C'est la course à la capitulation.

Les gens de gauche sont les plus à l'aise, parce qu'ils ont les places. Les droitiers sont timides. Leur mission n'est pas de lutter. Elle est de voter. L'esprit, le cœur, le talent, la fortune, rien ne leur fait défaut. Pris en détail ils sont excellents. Pris en bloc ils sont nuls et sans force, et leur charme personnel n'a d'égale que leur faiblesse. On dirait des émigrés, écrasés par une trop longue infortune, et gênés d'avoir si pertinemment raison. Pas un n'oserait se lever, et faire la mauvaise tête, avec continuité. Si, il y en a un, mais il siège à gauche. C'est Franklin Bouillon. Fils de proscrit du Deux-Décembre, débater terrible et cœur d'or. Lui, on le tutoie et on le craint, parce que de ses hérédités anglaises il a gardé un

culte pour Parnell, l'opposant irlandais, qui fit tant et si longtemps la mauvaise tête à Westminster que l'Empire lui-même s'en émut et dut finir par composer. Si les droitiers, de Xavier Vallat à Marin, faisaient comme lui, la France ne serait pas où elle en est. Mais un conservateur est rarement un caractère. On songe avec émotion à Albert de Mun, qui pouvait secouer ces vénérables endormis, à Montalenbert en 1834, dont la situation était la même parmi les Pairs, invinciblement plongés dans leur sommeil distingué. Quel coffre il fallait, quel dynamisme, pour élever la voix dans cette léthargie, et dire ce que tout le monde pensait.

Voilà pour les hors-régime. Voyons le régime. Ils sont vieux. C'est le premier trait qui les distingue. Vieux, célibataires, ou divorcés, grands mangeurs, grands dépensiers, et cependant besogneux. Le député français souffre de vieillesse jouisseuse. Où est-on toujours sûr de le rencontrer à midi? Dans les grands restaurants. Il lui faut beaucoup d'argent, mais au mois, pour être sûr de prolonger une jeunesse factice de quinquagénaire nocœur. La vieillesse du régime, c'est là qu'on la reconnaît. On pense aux beaux athlètes de Westminster, aux sous-secrétaires d'État de Macdonald, chasseurs et champions de cricket, et avec un frisson aux Spartiates de Goebbels et de Balbo, tous âgés de moins de quarante ans, et confiants dans la vie parce qu'ils ont pour eux la jeunesse et la beauté. Le Palais-Bourbon, bedonnant et sclérotique, exige des femmes, des parties fines, et par conséquent le jeu, les conseils d'administration, et des chèques. Très peu de ces hommes ont su thésauriser. Tous veulent de l'argent, et pour ce faire ils « ont des relations »!

Avoir des relations, c'est par là qu'ils se tiennent tous, qu'ils sont tenus et qu'on les tient. Allez-moi retrouver votre chemin dans un marécage! Marin l'a essayé vingt fois. On ne nettoie pas un marécage. On le met à sec. Ainsi les Girondins ont disparu, et les Montagnards. On ne trouve plus de grands laïcs à la Waldeck, ou de géants à la Clemenceau, ou de prophètes à la Jaurès. Pas une seule fois, le 6 février, Blum ne s'est levé pour crier l'hallali de la bourgeoisie. Ce normalien — avocat — inspecteur des finances — franc-maçon — député — a bien trop d'attaches avec les caciques du Cartel pour souhaiter l'approche du Grand Soir. Il n'a vu dans tout cela qu'un mauvais tour à jouer à un cabinet dont il n'est pas. Ni Danton, ni Robespierre, ni Carnot. Des vieux, crapaud du Marais, qui tâchent de vieillir le plus longtemps possible, et qui ne veulent pas voir que, hors de France, dans l'Europe en tourment, le monde est en train de se refaire sans eux, en attendant de se refaire contre eux.

Les voilà rassurés. Le père Doumergue leur a dit de se tenir sages. Moyennant quoi il répondra des Parisiens. Il ne nettoiera ni le budget, ni la magistrature, ni les chéquards. Il pourra enfin s'occuper de Vienne, de Berlin et de Rome.

Pendant toutes ces journées d'anarchie j'ai consulté les correspondants des journaux étrangers. Les Anglais étaient choqués, les Italiens sardoniques, les Allemands triomphants.

CHARLES D'YDEWALLE.

CATHOLIQUES BELGES

abonnez-vous à

La revue catholique
des idées et des faits

En quelques lignes...

La chute et la pousse des feuilles

Paris et sa banlieue, qui comptent environ sept millions d'habitants, font une énorme consommation de papier imprimé. Il est vrai que beaucoup de Parisiens achètent trois journaux par jour : un, le matin, en se rendant au travail ; un deuxième, à midi : *l'Intran* ou *Paris-Midi* ; un troisième, le soir, en rentrant chez eux : *Paris-Soir*, *l'Intran* de 6 heures, et pour les gens graves : *le Temps* ou *les Débats*.

L'affaire Stavisky a fort secoué la presse parisienne, quotidienne et hebdomadaire. Certaines feuilles ont été emportées par la rafale. *Midi*, quotidien récemment fondé, a cessé de paraître, son directeur, le mulâtre Pierre Darius, étant retenu à la prison de Bayonne. *La Volonté*, autre quotidien vivant de Stavisky et des fonds secrets vient, à son tour, d'annoncer sa disparition. C'était la propriété de Dubarry, lui aussi pensionnaire de la villa Chagrin. Y collaboraient : Victor Marguerite, Georges Pioch et le D^r Vachet.

L'Appel, l'organe des néo-socialistes Marquet, Déat, etc., se ressent pareillement des difficultés du temps, qui sont grandes pour la presse de gauche, car, de quotidien, il devient hebdomadaire.

Par contre, un journal comme *le Jour*, dont on disait qu'à peine né il baissait, connaît à présent la prospérité. Son succès vient de l'attitude violemment cartelliste de son directeur, Léon Bailby. On commente beaucoup, à Paris, le flirt qui s'ébauche entre *le Jour* et *l'Action française*. On a aussi remarqué les funérailles religieuses, accordées aux ligueurs d'*Action française*, victimes des fusillades du 6 février. Le journal royaliste atteindrait, en ce moment, 600.000 exemplaires de tirage. Il paraîtrait que M. Prot et ses complices ont nie peur affreuse des appels mystérieux à la vengeance qui viennent de ce côté. Sans métaphore, ils craignent pour leur peau.

Hebdomadaires

On sait l'importance que prennent de jour en jour les feuilles hebdomadaires. Chaque grand éditeur aura bientôt la sienne. Arthème Fayard, pour sa part, en a déjà trois : *Candide*, *Je suis partout*, *Ric et Rac*. Une quatrième : *Pour vous tous* paraît cette semaine. La *Nouvelle Revue française* possède *Marianne* que dirige le juif Emmanuel Berl. Plon publie 1934, dirigé par Henri Massis. Albin Michel va lancer : *Veillées de Paris*, aux destinées desquelles présideront Fernand Divoire, Pierre Benoit, Roland Dorgelès et Clément Vautel. Les Pères Dominicains de Juvisy qui publiaient déjà la *Vie intellectuelle*, la *Vie spirituelle* et la *Revue des Jeunes*, annoncent eux aussi, pour le 1^{er} mars, la naissance de *Sept*, hebdomadaire de 16 pages, qui sera thomiste et grave.

Emue du succès de *Candide*, qui est à droite, la *Librairie de France* avait riposté par *Gringoire*, organe de gauche, à l'origine. Mais le succès n'est plus à gauche, pour le moment du moins. *Gringoire*, par la plume d'Henri Béraud, poursuit une violente campagne contre les « fusilleurs » ; cela lui a valu de tirer, l'autre semaine à 385.000, ce qui rapproche son tirage de celui de *Candide*, qui est de 450.000 exemplaires. *Gringoire* est dirigé par H. de Carbuccia, député de la Corse, gendre de M. Chiappe.

La franc-maçonnerie est atterrée par ce développement des tendances de droite qu'illustre l'attitude de la presse à succès. De toutes les loges arrivent des télégrammes de sympathie à l'adresse de M. Daladier. Les fils de la Veuve sont en désarroi.

Les anciens combattants les ignorent. Les journalistes aimés du public ne sont plus anticléricaux. La jeunesse suit de nouveaux mots d'ordre. Il y a lieu de craindre que les grandes décisions prochaines soient prises dans la rue. Alors, les francs-maçons comptent beaucoup sur la province...

En attendant, les hebdomadaires plus ou moins pornographiques s'émeuvent des débats qui ont eu lieu au Parlement belge. Songez qu'un quart de leurs clients sont en Belgique. Ils redoutent, de ce côté, des interdictions qui diminueraient leur vente. Aussi, M. Florent Fels, un juif qui dirige *Voilà*, et qui a été, voici peu, fessé dans ses bureaux par les Camelots du Roi, supplie-t-il, à grand renfort de télégrammes urgents, certains hommes politiques belges de s'opposer aux mesures qui menaceraient son commerce.

Louis Dumont-Wilden

M. Louis Dumont-Wilden vient d'être élu membre correspondant de l'Académie des Sciences morales et politiques.

Il y a beaucoup d'académies par le monde. La France seule en compte plusieurs douzaines : Académie de l'Humour, Académie Montaigne, Académie Molière, Académie Goncourt, Académie de Franches-Poésies, Academia latinitatio excolendae, etc. On sait que M. Doumergue est, depuis peu, membre de l'Académie de Nîmes, que Joseph de Pesquidoux et A. de Chateaubriand sont de l'Académie de Versailles.

Toutes ces académies sont plus ou moins filles de l'Académie française. Et comme disait Anatole France, pastichant Voltaire, de l'Académie Destrée : « Ce sont d'excellentes filles, qui n'ont garde de faire parler d'elles. »

M. Dumont-Wilden appartient du reste à cette Académie Destrée qui confère l'immortalité belge à ses membres et leur donne le droit de se dire, devant le monde entier, collègues de Maurice Maeterlinck.

Avant la guerre, il avait été de l'Académie Picard dont furent, ou sont encore, Emile Vandervelde, Erasme Raway, Joseph Jongen et Thomas Braun.

... Et il y a ces académies qui portent des noms moins pompeux : associations, clubs, cercles, sociétés, diners, etc.

M. Dumont-Wilden est aussi membre du « Dîner Maxime Leroy », avec Paul Léautaud, Marcel Bouteron, Ernest-Charles, André Thérive, et, naturellement l'abbé Mugnier. Car, à Paris, on ne conçoit pas réunion d'indévotés distingués sans la présence d'un aumônier débonnaire et lettré.

Il manquait à l'auteur du *Prince de Ligne*, de *l'Esprit européen*, et du *Dernier des Stuarts* de pouvoir signer : Louis Dumont-Wilden, de *l'Institut*. L'oubli vient d'être réparé. A l'Académie des Sciences morales et politiques, l'essayiste célèbre est désormais le collègue des Bergson, Brunschwig, Lévy-Bruhl, Milleraud, Sertilanges, Pétain et autres personnages considérables. Leur passera-t-il de temps en temps un exemplaire du *Pourquoi Pas?* dont il est directeur et qui n'est pas encore très lu dans la grave compagnie?

Habent sua fata...

Sous le marteau du commissaire-priseur, pour parler le langage de l'Hôtel Drouot, sera dispersée très prochainement la « librairie » de feu Albert Counson. Il s'agit d'un ensemble de plus de quinze mille volumes recueillis en trente ans de pieux furetage. La première partie du catalogue qui vient d'être établi par les soins de Paul Faider, autre « Gantois », ne comporte guère que des ouvrages de littérature. Il sera peut-être plus intéressant de déponiller cette seconde partie, relative à l'histoire, aux beaux-arts, mais aussi

à la philosophie et aux sciences dites exactes. S'il est vrai que la Bibliothèque, c'est l'homme, les livres d'Albert Counson, par leur diversité et leur choix, rendent témoignage d'un esprit véritablement encyclopédique, à qui rien d'imprimé ne demeura étranger.

Certains se sont étonnés des lacunes que révèle le rayon philologique chez ce professeur de philologie romaine. C'est que Counson, après avoir procuré des éditions de textes, des recherches de sources, voire des tables de linguistique, n'avait pas tardé à se détourner de l'érudition pure au profit des idées générales. Ces idées, il les maniait, il en jonglait avec une virtuosité étourdissante. Avec la plus entière bonne foi, d'ailleurs. On a daubé son jacobinisme. Dans le fait, le jacobinisme a vécu. Counson est mort à temps. Il avait assisté à la ruine d'un monde. Mais il gardait, dans un coin de son cœur utopique et généreux, grâce à ses chers livres, le culte de quelque chose et de quelques hommes qui appartiennent bien au passé. Robespierre s'appelle aujourd'hui Paul-Boncour. Et il y a quelque part, dans un terrier, un sale petit bonhomme qui, pour avoir commandé la première charrette, a déshonoré le souvenir des Conventionnels. D'ailleurs, Counson était un pacifiste. Les massacres républicains lui auraient fait plus mal qu'à n'importe lequel d'entre nous.

Editio princeps

Sans pousser jusqu'à la manie le souci bibliophilique, Albert Counson avait son dada. Le dada, c'était Voltaire. On pourrait plus mal choisir. La Bibliothèque voltairienne que dispersera, le mercredi 28 février, M^e Heyse, constitue un ensemble d'un intérêt exceptionnel. Les grands libraires feront le voyage de Gand, pour sûr. Cela promet des enchères animées.

Sous la cote 740, je relève au catalogue : *La Religion naturelle*, poème en quatre parties. Au Roi de Prusse. Par M. V***. Genève, 1756; in-12, 24 pages ». Et une note nous avertit que nous avons bien affaire à la première édition, « avec (p. 9) la faute : *besoin naturel* au lieu de *besoin mutuel* ». L'erreur est piquante. Ce qui ne l'est pas moins, c'est la curiosité — et comme le sadisme — du collectionneur attentif à relever sur le précieux exemplaire la coquille d'origine. On songe à l'épigramme de Pons, que rappelait dans une amusante plaquette sur la *Conchyliologie typographique* un bibliophile de chez nous :

C'est elle! Dieux, que je suis aise!
Où... c'est la bonne édition;
Voilà bien, pages neuf et seize,
Les deux fautes d'impression
Qui ne sont pas dans la... mauvaise!

Prouesses mnémoniques

Accordons encore un souvenir à la mémoire — à la mémoire en tant que faculté — du romaniste disparu. Counson, qui avait presque tout lu, avait tout retenu. Cela lui permettait de risquer sur les sujets les plus hétéroclites les rapprochements les plus pharamineux. Véritable Inaudi des lettres imprimées, il ne connaissait pas de limites à sa fantaisie analogique.

On cite de lui des traits qui tiennent de la gageure. Il était capable de réciter cinquante vers de Hugo à rebrousse-poil, si l'on peut dire : en commençant par la fin. Pierre Benoît lui-même en resterait quinaud. Voici une anecdote qui nous a été contée par un de ses amis qui n'est pas de Marseille.

Counson était lecteur de français à l'Université de Halle. Il reçoit un jour la visite de l'ami en question, lequel poursuivait en Allemagne un voyage d'études. On fête le revoir *inter pocula*,

ce qui veut dire entre les chopes de bière blonde. Soudain, Counson consulte sa montre : l'heure du cours approche... il n'a rien préparé!

— Qu'à cela ne tienne! dit-il à son compagnon : veux-tu m'accorder un quart d'heure de grâce?

— Volontiers.

Et Counson, se tirant à l'écart, sort de sa poche un volume qu'il se met en devoir de lire avec attention. Le quart d'heure se passe. Counson s'est levé.

— Tu as un peu de temps libre, j'imagine?... Accompagne-moi jusqu'à l'Université, mon vieux : tu assisteras à la leçon; et tu verras... ce que je vais te faire voir.

Il lui remet l'exemplaire de je ne sais quel tome des *Causeries du lundi*.

— J'ai suivi toute la leçon sur le texte, ajoutait celui qui nous a conté cette histoire; et je puis vous affirmer que les braves *Studenten* de Halle ont eu ce jour-là, récit par Counson, du pur Sainte-Beuve. Le pendard avait lu la « Causerie » une seule fois : c'est à peine s'il y a changé une seule formule!...

A la manière de Philéas Fogg

M. André Siegfried, de l'Institut, célèbre dans les deux mondes par son ouvrage sur l'Amérique, est venu entretenir les étudiants de l'Université de Liège de la crise européenne. Chose curieuse, ce sujet qui n'a rien de folâtre a fait recette. Les auditeurs se massaient dans la salle académique. Qui donc disait que la jeunesse nouvelle se désintéresse des problèmes de l'heure? Il ne faudrait pas, sous prétexte que quelques écrivains ont perdu leur gourmette, sacrifier au cher vieux principe de la gérontocratie. Au demeurant, M. Siegfried, de l'Institut, n'est ni chenu, ni barbon, ni raseur. Grand voyageur devant l'Éternel, il a fait plus de trois fois le tour du monde. Ce qui le frappe aujourd'hui, lorsqu'il compare ses impressions de 1931 aux souvenirs de 1898, c'est la complication de nos formalités douanières. Nous avons inventé la machine rapide, le trimoteur géant, le championnat du Blue Ribbon : nous avons perfectionné les lenteurs administratives.

Pour illustrer cette triste vérité d'expérience, M. Siegfried évoque le roman de Jules Verne. Vous vous souvenez de Philéas Fogg. Il a parié au club, à l'issue d'une partie de whist, qu'il ferait le tour du monde en quatre-vingts jours. Le temps de passer à la banque : le soir même, il s'embarque, en compagnie du fidèle Passe-Partout. Et voilà qui suffirait à dater la fiction! Aujourd'hui, constate mélancoliquement M. Siegfried, vous pourriez faire le tour du monde, boucler la boucle en une quinzaine : il vous faudrait un mois, un gros mois, sauf incidents, pour réunir l'imposant dossier des passeports, lettres de change, certificats de moralité, de vaccination, que sais-je encore?... C'est en relisant Jules Verne que l'on touche du doigt la condition d'un monde où il y a autant de prisons que de frontières. « Partir!... fuir là-bas où les oiseaux sont ivres! » a dit le poète. Pour rejoindre les oiseaux ivres de liberté, il faudrait emmener ce Passe-Partout qui ne se trouve même plus, hélas! dans la valise diplomatique.

Et maintenant, c'est nous les dussèches!...

C'est le mot de la fin de toutes les révolutions. On commence par supprimer les aristocrates, par raccourcir les titres et, d'aventure, les titrés : on finit par trouver que l'égalité est une vertu bien fastidieuse. Aux manches des officiers, le galon refléurit; avec une faucille et un marteau, on peut fort bien faire une étoile. Les Russes viennent, en tout cas, de rétablir les titres académiques, les grades soumis à « collation », comme disent nos actes législatifs.

Sont institués deux grades académiques : celui de « candidat » et celui de « docteur ». Les titres seront trois : « assistant », « docent », « professeur ». Il y a longtemps que nous connaissons ces vieilles lunes. Ce n'était pas la peine assurément de changer de gouvernement...

Le plus amusant de l'affaire, c'est l'exposé des motifs. Le Conseil des Commissaires du Peuple avoue ingénument que, s'il a pris cette mesure réactionnaire, c'est « afin de stimuler le développement des sciences et d'élever le rang social des hommes d'études ». On nous dit que le communisme est contre la propriété. Il est surtout contre la logique.

Stella Benson

Florence Nightingale, de santé si frêle que les médecins l'auto-risaient à peine à sortir du manoir familial, a fondé le nursing, formé les premières centaines d'infirmières et, plus vaillante qu'un soldat, a fait toute la guerre de Crimée. Katherine Mansfield a traîné son existence dans les sanatoria et, tout en gagnant sa vie, a écrit des livres et des livres pour laisser, comme elle disait, « son petit grain de vérité ». Stella Benson, qui vient de mourir en Extrême-Orient, a prouvé, elle aussi, que les plus brillantes activités ne sont pas incompatibles avec les infirmités physiques et que les âmes les plus intrépides habitent souvent un corps fragile. Après avoir passé son enfance dans les cliniques, Stella avait perdu l'ouïe. Loin de s'exclure du monde, elle s'y lança avec une curiosité passionnée et le désir véhément d'y faire son œuvre. Elle eût voulu voyager et n'avait point d'argent. C'est alors qu'elle ouvrit à Hoxton une boutique dont les principaux clients étaient des marchands des quatre-saisons. Clients qui étaient en même temps des ouailles. La future romancière partit ensuite pour la Californie où elle fut tour à tour femme de chambre, répétitrice, placier en livres. Elle vivait par les yeux, enfermée dans un silence dont s'enrichissait sa vie intérieure. Ce furent surtout ses dons d'humoriste qui valurent à ses premiers écrits, et particulièrement à son premier roman *I Pose*, une place de choix dans les lettres anglaises. Comme ceux qui ont beaucoup souffert et beaucoup observé, Stella Benson avait un sens extraordinaire du comique. Son *Tobie transplanté* la fit connaître du grand public. Mais il y avait longtemps que *Good Bye Stranger*, *Belle Dame sans merci*, *L'Homme qui a raté l'autobus* étaient appréciés pour leur inimitable humour dans tous les pays de langue anglaise.

En 1921, elle avait épousé à Kensington celui qui devait l'emmener en Chine, où elle a terminé une existence brève, mais bien remplie.

Le sourire qui s'efface

Nul ne peut, à l'heure qu'il est, songer sans s'émouvoir au sourire de notre Reine, à ce sourire qu'une affreuse tragédie est venue brusquement effacer. On se souvient peut-être de la réplique charmante qu'eut à son propos le cardinal Mercier dans les derniers jours de sa vie. Il parlait de sa mort possible à la Souveraine qui lui apportait des serres de Laeken ses plus belles roses. « Mais, lui répondait son auguste visiteuse, que deviendrait la Belgique sans son grand Cardinal? » Et celui-ci lui avait répondu avec cette courtoisie exquise qui en faisait un si parfait gentleman: « Madame, il lui resterait le sourire de la Reine. »

La mort a passé. Ce sont des lilas que cueillait, hier, la Reine pour orner une autre couche funèbre et fleurir le suprême repos d'un être infiniment cher. La Souveraine en deuil aura certainement évoqué la rencontre, là-haut, du Cardinal et du Roi.

Oratrices

Sous les auspices de l'école d'oratrices, il y a eu, à Paris, un grand concours d'éloquence féminine. Ce fut la plus sobre et la mieux disante des concurrentes qui temperta la palme. Les plaisanteries faciles sur le prix du bavardage revenant de droit aux femmes n'auront donc pas la partie belle. Le flot tumultueux qui sort de la bouche des commères n'a d'ailleurs aucun rapport avec l'éloquence. L'un importune, l'autre persuade. C'est l'art de la persuasion qui seul est proprement et dignement féminin. Ce qui n'empêchait pas un certain Thiers, théologien de Paris, de déclarer dans un *Traité des superstitions* paru en 1679, que les sorcières devaient à cet art leur supériorité en nombre et la multitude de leurs victimes...

Papotage

Un ami a voulu nous introduire dans ce salon provincial où papotent des femmes, non sans nous avoir laissé entendre, d'ailleurs, que leurs propos manquent d'ordinaire de ce rude bon sens qu'il se plaît à trouver dans les réflexions de sa femme de ménage. Quoi qu'il en soit, ces grandes dames, qui ont un féminisme bien à elles et qui n'a aucune raison d'être orthodoxe, parlent de la corruption des députés, des scandales du jour, d'huiles et de pots-de-vin.

— Ah! si les femmes faisaient le ménage du pays. C'est seulement alors qu'on verrait un bon coup de balai!

— Quand on pense aux ignobles dessous de toutes ces affaires! disent ces oies que nous n'attendons pas, heureusement, pour sauver le Capitole.

— Ah! répond un homme, précisément, qu'y a-t-il là-dessous? Dois-je vous répéter le conseil du juge: « Cherchez la femme »?

— Mais dans l'histoire Stavisky, par exemple, il n'y a pas de femmes!

— Votre modestie, Mesdames, me confond. N'est-ce pas pour vous, pour vous toujours, cet argent que les hommes gagnent ou qu'ils escroquent?...

Préludes d'orages⁽¹⁾

LE NAZISME.

En 1919, à Munich, quand Hitler poussa pour la première fois la porte du restaurant à l'enseigne *Das alte Rosenbad*, il était loin de se douter que la Reichwehrr défilerait un jour devant lui au pas de l'oie.

Au fond de la salle de réunion, sous une vieille lampe à gaz, il trouva le trésorier du parti ouvrier allemand faisant ses comptes. L'encaisse s'élevait à 7 marks 50. Hitler reçut la carte d'affilié n° 7.(2).

Janvier 1933. Hitler fait son entrée au Palais de la Chancellerie.

En un an le peintre en bâtiments balaye le Reichstag, termine l'unification rêvée par Bismarck, anéantit la Constitution de Weimar, prend congé du Palais genevois, ferme la maison de Liebknecht, débarrasse le pays de la Foetor Judaicus, consomme la ruine du Centre et les enfants font le salut romain en entrant au catéchisme.

(1) Voir *La revue catholique* du 16 février 1934.

(2) Voir O. SCHEIN, *Les Mémoires d'Hitler*, pp. 76-77.

Devant l'avènement du Bel Adolphe le monde reste bouche bée. Pourquoi les grands chefs de la social-démocratie n'avaient-ils pas ameuté le Front de fer? Pourquoi le maréchal-Président n'avait-il pas mobilisé la Reichwehr pour le salut de la République noire, rouge et or?

C'était à n'y rien comprendre.

Le succès prodigieux du national-socialisme s'explique par le fait qu'il sut, dès son origine, « refléter les tendances et symboliser les aspirations — d'apparence contradictoire — de la jeunesse d'un grand peuple » (1).

Hitler doit son triomphe à la psychologie germanique et — pour paradoxal que cela puisse paraître — au communisme, au capitalisme et au judaïsme réunis (2).

Ruinée par l'inflation et les spéculateurs, prolétarisée, refoulée vers des couches sociales que ses parents bourgeois ne se représentaient même pas, la jeunesse allemande prit le capitalisme en horreur et, pour quitter les villes, les chambres obscures, les cours malpropres, « rêva de faire naître une sorte de naturisme, d'âge d'or agricole, d'artisanat élevés sur les débris des machines (2). »

Elle considéra donc l'exploitation paysanne, le droit d'aînesse, l'indivision forcée, comme le seul mode juste de propriété; elle appela cette activité l'investissement par opposition à l'intérêt, au compte en banque et à la spéculation qui s'approprie le fruit d'un travail partiellement rémunéré.

« C'est même en cela, et par le refus d'accepter la conception matérialiste de l'histoire, que ce socialisme est antimarxiste (4). »

Par contre, ses docteurs n'oubliaient pas que la force l'emporte sur l'idéologie et l'instinct sur la passivité intellectuelle.

Et ils posèrent la question :

« Est-ce le tour de la révolution allemande de corriger l'usage abusif des droits de l'homme en les complétant par des devoirs humains et donner ainsi à la culture occidentale une base durable? (5) ».

Durable peut-être — universelle, jamais; car le national-socialisme c'est le racisme dans tout ce qu'il a de spécifiquement germanique, et comme le communisme il comporte « l'effacement de la personnalité humaine devant le mythe collectif », déchéance finale des valeurs aristocratiques.

L'heure de l'Allemand gothique, de l'intellectualisme et de l'idée universelle est passée. Les nazistes livrent indifféremment aux flammes *A l'Ouest rien de nouveau*, *Das Kapital* ou *Grand Hôtel*.

Au dehors, Einstein est reçu à l'Institut de France, Reinhardt met en scène au Théâtre Pigalle et Pabst tourne *Don Quichotte* sur la Riviera! Mais, resté à Berlin, Friedrich Sieburg, l'auteur de *Dieu est-il Français*, s'adressant aux écrivains allemands, proscrits depuis la révolution, écrit : « Ton peuple poursuivra son chemin obscur, il luttera dans l'erreur et dans la misère, mais, de jour en jour, il gagnera en consistance, en cohésion, en unité et tu t'apercevras finalement que ta voix, jadis si vivante, ne raisonnera que dans le néant. Et tu seras seul avec ton humanité. (6) »

Vous le voyez, pour l'Allemand tout est relativisme historique, il répudie le vrai absolu et la vérité n'existe qu'en raison des conditions du sang et de l'histoire germaniques (7).

(1) Voir CROQUILLON, « Hitler est-ce la guerre? », juillet 1933, p. 52.

(2) Voir GUNTHER GRUNDEL, *Mission de la Jeune Génération*. Notamment, les citations au Croquillon.

(3) Voir aussi BRUXE PARRIS et G. BLUMBERG, « Documents sur le Social-Nationalisme », *Nouvelle Revue française*, 1^{er} août 1933, pp. 258 et suiv.

(4) JACQUES BAINVILLE, « Lectures », *Revue Universelle*, t. LV, pp. 88-80.

(5) IDEM, *ibid.*

(6) E. GUNTHER GRUNDEL, *Mission de la Jeune Génération*, cité par THIERRY MAULNIER, « Jeunesse allemande », *Revue Universelle*, t. LII, p. 713.

(7) FRIEDRICH SIEBURG, *Défense du Nationalisme allemand*.

(8) « Die Weltgeschichte ist das Weltgericht » (l'histoire universelle est le jugement dernier), écrivait déjà SCHILLER.

« Une philosophie doit être une expression de son temps et de lui seul ».

Aussi, Henri Massis fait-il observer que du moment que l'on pose comme principe « que la pensée n'a pas d'objet éternel et invariable » et que « l'immortalité des idées est une illusion... le racisme est fondé. »

Qu'importe à l'Allemand la notion du bonheur! Le Führer lui enseigne le désintéressement, le sacrifice, la grandeur préférable au bien-être, l'héroïsme à la vie, l'idéalisme au matérialisme. Cela suffit.

« L'homme a un grand besoin de grandeur », écrit-il. « On ne meurt pas pour des affaires, on meurt pour des idéaux. Dès que le peuple allemand a dû se battre pour son pain quotidien, il a préféré tout lâcher (1). »

Ainsi Hitler conçoit-il l'Etat allemand. « L'Etat n'est qu'un organisme populaire et racial (volkisch) et non une organisation politique... L'Etat ne sera toujours que le résultat de la volonté de conservation de la race et de la nature. »

Le mouvement acquiert une mystique religieuse, on nous annonce d'ailleurs le déclin du christianisme. Pour assurer la conservation de la race aryenne il n'est plus permis d'être sourd, aveugle ou crétin ou bancal ou, du moins, on ne pourra l'être que pendant une génération.

Tout, dans l'Allemagne d'aujourd'hui, appartient à la mystique totalitaire de l'Etat-roi, à la religion de la race prêchée autrefois par Gobineau. « Une même génialité farouche, écrit Jules Romains, se déploie de Luther et de Bach jusqu'à Nietzsche et aux armées de l'Yser » — et ajoutons jusqu'aux *Sturmabteilungen* d'Hitler (2). Sans limite dans les frontières, l'Allemand s'annexe l'univers qui l'entoure, fond toute vie dans sa race, écarte la responsabilité individuelle au profit d'un panthéisme collectif réalisé par la vie militaire.

En Belgique, carrefour de races, se rend-on compte du péril auquel le racisme nous expose? « La conception politique fondée sur la race, disait le 14 novembre dernier M. Paul Boucour, à la Chambre française, comporte des possibilités infinies et déborde la nation et ses limites, telles que les ont faites l'histoire et les traités. »

Cet avertissement ne nous suffira-t-il pas? Car puisque l'Etat allemand c'est la race, fanatisme nouveau, l'Etat doit fondre en lui-même tous les rameaux de la race élue.

Allons-nous voir les légions d'Hitler dans un élan formidable, — qui participera à la fois du meurtre, de l'amour et de l'extase mystique, tenter de nous imposer par les armes ce nouveau Coran?

Si, au mythe instinctif de la race, la Belgique n'oppose pas le mythe intellectuel de nation, elle est perdue; ce n'est pas celui de Locarno qui la sauvera.

De Königsberg à Cologne, de Munich à Hambourg les sections d'assaut communient dans une mystique nouvelle.

Voici leur chant : « Nous sommes les colonnes d'assaut toujours prêtes au combat. Soyons d'abord des hommes allemands, alors seulement nous deviendrons libres. Plus de négociations qui ne peuvent servir à rien. Avec notre Adolphe Hitler attaquons carrément. Qu'il vive notre Adolphe Hitler! Ecoutez, nous marchons déjà. Des hommes allemands se battent. La mort seule les vaincra! Nous sommes les colonnes d'assaut de la dictature Hitler (3). »

Sous la voix enflammée du Führer, la barque allemande vogue vers de nouveaux rivages avec la flamme romanesque au mât. Enivrée par des discours qui rappellent une Allemagne moyen-âgeuse toute traversée de légendes belliqueuses, la jeunesse alle-

OSWALD SPENGLER, *Années décisives*, 1^{re} partie. Cité par HENRI MASSIS, « L'Allemagne et l'évolution de l'Histoire du Monde », *Revue Universelle*, t. LIV, p. 737 et suiv.

(1) HITLER, *Mein Kampf*.

(2) JULES ROMAINS, *Problèmes européens*.

(3) Cité par PHILIPPE BARRÉS, *Sous la vague hitlérienne*.

mande allume sur les montagnes les bûchers du réveil; von Papen lui prédit la mort du Germain, debout et casqué. Et, secouée par cette fièvre, pendant que les drapeaux et leur Svastika claquent au vent, elle répète son cri de guerre : « Réveille-toi Allemagne! A toi la Liberté!

Au-dessus de l'Hertogenwald s'élève l'ombre menaçante de la croix gammée. Qu'allons-nous lui opposer?

Les faisceaux italiens vont-ils par leur propre formation ancestrale nous donner la solution du problème de la jeunesse?

LE FASCISME

Voici les Alpes, la Suisse et ses lacs incomparables, l'Autriche, les méandres du lac de Garde, les plaines de la Lombardie, l'Ombrie et « ses paysages franciscains » chers à Fernand Desonay, la Ville Éternelle.

Le poète recherche les charmes du Pincio, la douceur de ses jardins. Faisons, si vous le voulez bien, l'ascension du Janicule; il domine toute la ville étendue le long du Tibre, du Vatican au Colisée.

Va-t-elle nous révéler le secret de la puissance, l'Urbs, témoin depuis vingt-six siècles de tous les régimes?

1930. — Rappelez-vous l'Italie.

Les grèves révolutionnaires succèdent aux grèves révolutionnaires. A Milan, les ouvriers s'enferment dans les usines, manœuvrent les mitrailleuses, montent la garde. A Turin, le drapeau rouge à l'emblème de la faucille et du marteau flotte sur les Usines Fiat.

Les officiers séquestrés, les mutilés roués de coups dans les rues par d'anciens déserteurs, les convois arrêtés sur les voies ferrées, les villes bloquées par une tourbe exaltée.

Cependant, écrit Henri Béraud, « il se trouvait en Italie des hommes qui ne riaient point. C'était la jeunesse des tranchées.

« Le spectacle de cet avilissement leur mettait le rouge au front. Humiliés chaque jour, traités en ennemis publics par la lie des profiteurs et des embusqués, ils rêvaient d'une revanche, d'une revanche à n'importe quel prix (1) ».

Et ce fut la naissance du fascisme!

Voulez-vous connaître son martyrologe, l'étendue de ses sacrifices, les dates sanglantes? — choisissez l'année 1921, elle fut terrible, des centaines de fascistes tombèrent pour la patrie italienne et payèrent leurs convictions de leur sang.

A Empoli neuf tués, à Casale trois, à Milan vingt et un, à Sarsana quinze fascistes jetés dans la chaux vive, à Modène huit volontaires de guerre massacrés... Deux mille cinq cents morts et blessés!

Mais elles devaient être vengées ces victimes innocentes! On comprend, dès lors, l'enthousiasme de leurs camarades, poignées d'hommes qui risquaient allégrement leur peau dans des expéditions punitives.

Mais vient 1922, la marche sur Rome des *quadrumviri* escortant le Duce triomphateur, l'entrée au Parlement, la fameuse apostrophe : « Il dépend de moi, Messieurs, de transformer ce Palais en bivouac fasciste... (2) ».

C'est de l'histoire!

Les martyrs de 1922 ont leur sanctuaire.

Pénétrons à l'exposition fasciste.

Une crypte circulaire baignée d'une atmosphère irréelle, bleu ciel de nuit. D'un piédestal écarlate surgit la croix guerrière, symbole de sacrifice et de foi : « Pour la Patrie immortelle » —

telle est son inscription : elle évoque le rite de l'appel des morts.

Autour du sanctuaire, lumineux, répété mille fois le mot « Présent » répond à l'appel des morts : « Vous qui êtes tombés pour la patrie immortelle : présent, présent, présent ».

Au-dessous : les étendards des bataillons en marche, ceux des chemises noires.

En sourdine : le chant de la révolution. A l'entrée : un milicien veille immobile (1).

ÈRE FASCISTE. — AN XI.

La métamorphose est inouïe.

Les organisations défilent dans la majestueuse via del Impero.

Vrai descendant des laboureurs latins, le Duce a tempéré toutes les exagérations prédites; triomphateur de la routine et des solutions paresseuses, il rétablit l'ordre, supprime la lutte des classes, proclame la charte du travail, constitue à l'aide des faisceaux le monde des travailleurs et des possédants en corporations, harmonise les forces de la production, organise l'économie du pays : le pape Pie XI lui rend hommage dans l'encyclique *Quadragesimo Anno*; adversaire de la démocratie égalitaire et révolutionnaire et du parlementarisme, il leur substitue la représentation des intérêts.

Il assainit les marais, trace des routes, creuse des canaux, bâtit des villes d'anciens combattants, Sabaudia et Littoria, purifie l'atmosphère morale des villes, réalise des œuvres sociales admirables, substitue les intérêts nationaux aux vagues aspirations humanitaires, « qui cachent une fuite devant la lutte et une lâcheté devant le sacrifice ».

Le Duce rend à Rome la suprématie politique, maintient la paix, fait accepter ses vues par le Vatican.

Une Italie plus forte, plus prospère, plus consciente de sa propre valeur.

Pas de contrainte violente : l'obéissance est réhabilitée. Tout se passe écrit Léon Daudet « comme si chacun avait pris le pli d'une stricte discipline et comme si celle-ci d'abord imposée par la force était peu à peu devenue une habitude ».

Voilà des réalisations! Définissez-moi le fascisme, direz-vous quelle est sa doctrine?

Une définition. Voulez-vous celle du Duce?

Le fascisme, c'est « une conception spiritualiste de la vie (considérée comme un combat) née de la réaction générale du siècle présent contre le positivisme matérialiste et dégénéré du XIX^e siècle (2) ».

Le but : « L'ordre et la patrie, la primauté de son pays, une vie meilleure et plus belle ailleurs que dans un rêve messianique aboutissant comme en Russie à plus de misère et de mal. »

Le moyen : l'énergie têtue, le courage, l'existence comptée pour peu de chose, l'action, l'audace, la conviction que tout ira bien un jour, la fougue, l'empchement et la foi.

Pour maintenir cet esprit de lutte, la vie de l'Etat est en perpétuel mouvement. Pour exécuter les ordres du chef, il faut des hommes jeunes, énergiques, formés au contact des réalités plus qu'aux luttes oratoires, aux triomphes du forum et aux formules vides.

Tous les pouvoirs réunis dans la main d'un seul homme; l'exécutif seul dépositaire de l'autorité; le chef du gouvernement, président du grand Conseil fasciste, synthèse des organisations.

Grâce au gouvernement d'un seul chef, l'Etat, délivré des tergiversations engendrées par la concurrence des systèmes opposés, dispose du maximum d'énergie et de continuité dans le domaine de la politique extérieure.

(1) HENRI BÉRAUD, *Ce que j'ai vu à Rome*, pp. 78-79.

(2) Cité par HENRI BÉRAUD, *Ce que j'ai vu à Rome*, p. 96.

(1) Voir « *Mostra della Rivoluzione Fascista* ». Guide de Dino Alfieri et Luigi Freddi.

(2) Voir MUSSOLINI, *Le Fascisme : doctrine, institutions*.

Pour sa part, Mussolini a toutes les qualités du chef. Il a sa fascination personnelle que l'on sait immense. Car il a tout : éloquence, ambition, intelligence, audace, sens moral, don de domination, décision, organisation, autorité, impétuosité, qui donnent confiance et imposent le chef.

M. Fernand Neuray vous a excellemment rapporté les conversations de cet homme extraordinaire. Cependant, je voudrais vous donner du dictateur cette impression que nous avons ressentie à quelques-uns en le voyant au milieu de son peuple. C'est différent!

Peut-être comprendrez-vous alors cette part de mysticisme essentiel au régime.

Théâtre : la place de Venise; décor : le Palazzo Renaissance; atmosphère : chaude et embrumée.

Du haut du monument Victor-Emmanuel trop blanc, trop doré qui attend toujours sa patine, des théories de paysans fleurissent la tombe du Soldat inconnu; par rangs de trois aux accents sautillants des cuivres, ils se massent peu à peu devant l'énorme palais — ancienne résidence de l'ambassade d'Autriche.

Nous étions mêlés à leurs rangs : aucune contrainte, pas un barrage, aucun effet théâtral; les deux miliciens montaient la garde comme d'habitude. Nous étions là au pied de la masse du Palazzo, le regard tendu vers le balcon fameux. La foule calme et patiente martelait sans se lasser : « Du-ce! Du-ce! Du-ce! »

L'attente parut étonnamment longue pendant que la foule grossissait toujours. Un rideau d'une fenêtre s'écarta, puis la croisée s'entrouvrit. Le Duce s'avança au balcon. Instantanément la musique se tut. Le mugissement de la foule s'arrêta soudain, il ne subsista qu'une tension prodigieuse. Pendant de longues minutes, semblable au Coléone il contempla son peuple de travailleurs; par un lent mouvement de la tête qui l'embrassait tout entier, longtemps il le considéra avec cette expression indicible de ses grands yeux d'une noirceur veloutée et scintillante. Tous les yeux convergeaient, un souffle subsistait comme une communion : tableau familial dans sa grandeur ils regardaient leur dieu. Puis, après de longues minutes de contemplation, le chef les salua à la romaine, brusquement et sans emphase. Et, dans une clameur fantastique, le « Du-ce, Du-ce », répété mille fois, éclata à nouveau pendant que les fanfares attaquaient le *Giovinetta*.

Et nous nous sentions vraiment un morceau de cette masse; sa foi, son élan, cette force tendue, cette réciprocité de réaction entre un chef et des milliers d'hommes nous saisirent dans leur plénitude. Ah! les faisceaux sont bien liés! *Giovinetta* — Jeunesse!

Mussolini à trente-huit ans marchait sur Rome, tous ses amis sont au pouvoir. Tous jeunes comme lui ils ont connu le désastre de Caporetto et la gloire de Vittorio-Veneto.

Pour qui les coups? Pour qui la chemise noire du milicien, pour qui les ambassades? « A noi », se sont-ils écriés! Cri de guerre que l'armée répète maintenant.

Et Henri Béraud écrit encore : « Oui, ils sont naïfs, impatients, ombrageux, romanesques, susceptibles, démonstratifs, illuminés, fanfarons, tumultueux, fanatiques, injurieux.

« Ils sont tout ce que vous voudrez; mais ils sont jeunes. Vieille Europe, tu peux encore sourire de leur frénésie. Souris, mais regarde.

« A quoi bon torturer les mots jusqu'à les faire mentir? La vérité vaut mieux; et la vérité la voici : « Un peuple jeune, c'est rudement beau » (1).

Voici les organisations des jeunes, génération nouvelle, sang et chair du régime, ivresse et joie, débordantes de santé, sous le soleil de printemps. Culotte grise, chemise noire, gants blancs, chéchia en tête, mousqueton au poing, reins cambrés, regard

droit, les Balillas défilent beaux comme des dieux sortis vivants des tableaux de Raphaël.

Ah! c'est vraiment le moment de s'écrier :

*Giovinetta, Giovinetta,
Primavera di Bellezza...*

(Jeunesse, Jeunesse, Printemps de beauté).

* * *

Alors! votre choix est-il fait?

Non point, dites-vous, le fascisme, les corporations, c'est l'économie dirigée, c'est la perte de la liberté, c'est la Russie, c'est l'Allemagne.

Ah! le climat est bien différent!

On a réclamé à grands cris un régime d'autorité « c'est-à-dire un régime de production ». Le voici : en Italie le régime se hâte d'inscrire dans toutes ses chartes les mots oubliés : *Ordine, Autorità, Giustizia!* Et par la corporation, il rend au travail la place qui lui appartient dans l'État.

Le patrimoine et l'épargne assurent la continuité de la famille remplissent la mission qui leur est dévolue (1), l'idée de dévouement est substituée à celle de profit... mais les spéculateurs sont aux Iles!! Que faut-il de plus?

Le parti vous gêne? — Il en faut toujours un! Ne préférez-vous pas qu'il rallie toutes les énergies, dépende du gouvernement, soit fondé sur l'idée de nation plutôt que sur l'anéantissement d'une classe comme à Moscou ou sur le Drill comme en Prusse?

Sans doute, le fascisme ne serait pas le fascisme sans Sorel ni Nietzsche, c'est certain; mais ce dernier a laissé au Duce une empreinte bien différente de celle que pouvait donner Hegel et Fichte.

Mussolini, c'est le César solitaire de Nietzsche d'une valeur véritable, aristocratique et personnelle, chef de génie dont la force d'âme et de caractère fait la nation et le pays et s'oppose au grand nombre.

* * *

Le rayonnement immense du fascisme, réalisateur d'ordre et de paix sociale, peut-il réchauffer notre pays?

Chaque pays a son régime. Pour nous Belges sceptiques vis-à-vis du doute, qui nous amènera jamais aux enthousiasmes suprêmes?

Mussolini remarque que « le fascisme est un phénomène essentiellement italien qui contient des éléments universels (en tant que doctrine) et des éléments pratiques (en tant que législation) qui peuvent être adoptés aussi par d'autres peuples (2) ».

Le fascisme ne sacrifie ni à la race, ni à l'instinct, ni à l'esprit de classe. La doctrine conçue en Italie, berceau de l'Église, assure à l'âme humaine ses virtualités; d'ailleurs le génie et la sagesse de la race latine exigeaient dans l'obéissance surtout la raison et la volonté. Ces qualités de l'esprit peuvent se retrouver partout. Dès lors, on peut conclure que l'élément universel du fascisme entre dans l'éducation de la solidarité et de la discipline.

Compréhension et harmonie des éléments intellectuels; c'est sa force morale. Coopération en vue d'une réalisation des intérêts communs, voilà sa force sociale. Soumission volontaire d'une part; de l'autre, entente entre les masses et leur chef dans le cadre de l'État et de la Nation, c'est la discipline : voilà sa force politique.

(1) On sait que le décret-loi du 20 août 1923 a supprimé tout impôt sur les successions, non seulement en ligne directe, entre ascendants et descendants, mais aussi entre conjoints, frères et sœurs, oncles et neveux.

(2) Réponse faite par le chef du gouvernement italien aux collaborateurs de *Vu*.

Vu en Italie, 9 août 1933, pp. 1271-1272.

(1) HENRI BÉRAUD, *loc. cit.*, p. 63.

Le fascisme c'est la fusion des volontés et de l'action pour la Nation et non la confusion de la masse avec l'État (1).

* * *

Je connais la grande objection, les Principes immortels de 89, l'article 4 de la Déclaration des Droits de l'Homme, à savoir : « La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. »

Nous y voilà !

Voter, déclarer enfants, automobiles, servantes, chiens, meubles, fusil, terres et actions, vélos, T. S. F. et pigeons, apposer des timbres multicolores sur tous les papiers témoins de notre activité, fuir le croc à phynances, se débattre contre la misère menaçante, la licence et les abus des grands spéculateurs et de quelques profiteurs de la politique; et si l'on est rentier, se dire que ses filles, vouées au célibat, termineront leur vie en vendant des tricots, par la grâce de la faillite de l'État. C'est cela, la liberté ?

N'avoir la liberté que de se plaindre, celle que les agitateurs et les journaux appellent liberté d'opinion. Voir les petits enfants empoisonnés par les instituteurs moscouitaires, attendre que les révolutionnaires déchainent l'émeute avant qu'on les arrête pour flagrant délit. Voir la presse troubler les Belges, les désunir, divaguer, prêcher l'aveuglement, le fanatisme, toute sorte de folies, cacher le vrai, amener les soldats... et ne voir personne qui l'oblige à démentir ses prophètes ! C'est cela la liberté ?

« Alors, je ne suis pas libre ? » s'écria un jour le Salavin de Duhamel, révolté par l'idée que sa personnalité n'était peut-être pas maîtresse de ses vellétés et de sa triste fantaisie (2).

Et non, pauvres Salavins — nous ne sommes pas libres !

« Les temps sont révolus ou, par un individualisme exagéré, un égoïsme excessif, l'homme plus instruit, et éduqué plus que les autres, ne voulait supporter aucune contrainte, n'admettait aucun frein à sa liberté. » Ainsi parla M. le ministre Lippens à l'Université de Liège le 7 octobre dernier.

Il y a toujours une limite à la liberté ?

Vous connaissez l'interview donnée par M. Mussolini à M. de Kerillis.

« La liberté, il faut bien que cela finisse quelque part. Avec moi, elle finit là... (le Duce pose son doigt sur la table). En régime démocratique, elle finit là... (il pose son doigt beaucoup plus loin). Eh bien ! je suis convaincu que l'intérêt bien compris du peuple exige qu'elle n'aille pas jusque là... »

Mais le citoyen s'écrie : « A nous la liberté ! » quand il meurt sevré d'autorité et de discipline.

* * *

Mais comment réaliser le régime nouveau ? Quelle est la recette ?

Les réformateurs modernes ont compris que seuls le sublime, la force mystique et prenante sont capables de susciter des dévouements immenses et des enthousiasmes infinis. S'il le faut, c'est la mort et la gloire, affaire sentimentale qui ne se conçoit pas logiquement (3).

(1) « L'Etat fasciste n'est pas un Etat qui s'isole de la masse, qui se défend contre elle, mais un Etat qui accueille tout le monde, un Etat humain. » Discours de M. Mussolini au Conseil des Corporations le 14 novembre 1933.

(2) ANDRÉ ROUSSEAU, « Georges Duhamel ou l'Humanisme moyen », *Revue Universelle*, t. XXXVII, p. 716.

(3) « Il faut comprendre que la conduite de la nation ne doit jamais devenir une pure machine administrative, mais doit rester vivante. Il faut vivre avec le peuple, sentir et lutter avec lui. » Discours de Hitler à Nuremberg le 1^{er} septembre 1933.

« Ainsi on échappe à la stérilité de la bureaucratie, on s'imprègne du souffle vivant des masses. » LUDWIG, ouvrage cité, p. 134.

L'insuccès des dictatures éphémères sud-américaines, l'effondrement de Primo de Riveira, de von Schleicher, bien que soutenu par le Herrenclub, prouvent que les régimes d'autorité ne peuvent vivre sans le souffle enflammé de la mystique populaire.

Certes, il avait lu Sorel, le Duce, quand il faisait appel à un « ensemble d'images capables d'évoquer en bloc et par la seule intuition » — avant toute analyse réfléchie — l'ensemble des sentiments qui correspondent aux diverses manifestations de la guerre qu'il allait engager contre la société moderne (1).

Lénine, Mussolini, Hitler ont repris « les mythes dans lesquels se retrouvent les tendances les plus fortes du peuple » : la race, la nation, l'honneur du pays, la lutte des classes, la bataille pour le pain.

Chez nous, comme ailleurs, il faudra bien choisir entre le sentiment de la nation ou celui de la lutte des classes; seuls, l'un et l'autre poursuivent un maximum d'efficacité.

* * *

Or, malgré tous les décrets internationalistes, l'idée marxiste cède la place. Le schisme Déat-Marquet-Renaudel, l'appel de M. De Man à la solidarité nationale témoignent que le fait « nation » a résisté politiquement à toutes les idées antagonistes. Et nous voyons les peuples donner leur adhésion pure et simple à la fatalité nationale !

Que le mythe national n'apporte pas une solution du problème fondamental de la destinée humaine, que son succès s'explique par le déclin des valeurs religieuses, c'est possible, mais les naïves philosophies du XVIII^e siècle et les utopies antérieures n'apportaient rien d'avantage, elles ne mécaniseront plus personne.

Alors, ne vaut-il pas mieux former la jeunesse à un idéal d'autorité et de discipline plutôt que l'asservir aux ambitions et aux intérêts ?

* * *

Mais comment révolutionner les idées ?

René Johannet fait observer que « l'idée qu'on peut faire la révolution comme on va au bain ne mesure pas seulement l'intelligence d'un parti, elle juge ceux qui la redoutent (2) ».

Et Giolitti, après sa chute, avouait : « Je dois à Mussolini d'avoir appris que ce n'est pas contre le programme d'une révolution qu'un Etat doit se défendre, mais contre sa tactique (3). »

Donc la tactique ! Changer l'esprit de la masse, porter le choc au point faible par la propagande et le chef.

C'est la leçon de Lénine (4).

C'était déjà celle de Clausewitz : « Rassembler à l'endroit et au moment décisif des forces beaucoup supérieures à celles de l'ennemi... conserver à tout prix la supériorité morale. »

Et, tout d'abord, la propagande habile et répétée s'empare de la presse, de l'écran et des ondes aériennes et devient maîtresse des esprits et des cœurs.

« Dieu a besoin de cloches pour sa publicité », écrivait Lamartine. Mais Dieu, c'est l'autorité.

Jérôme et Jean Tharaud écrivent que « la valeur de la propagande réside dans sa simplicité élémentaire et son infatigable persévérance (5) ».

Le vrai peuple fuit — comme le diable l'eau bénite — les réunions bourgeoises où l'on disserte de la crise, de la théorie

(1) Voir GEORGES SOREL, *Réflexions sur la violence*, surtout p. 177.

(2) RENÉ JOHANNET, *Eloge du Bourgeois français*, p. 193.

(3) C. MALAPARTE, *Technique du coup d'Etat*, p. 262.

(4) LÉNINE, *La maladie infantile du Communisme*, p. 72.

(5) JÉRÔME et JEAN THARAUD, *Quand Israël n'est plus Roi*.

des corporations ou de la réforme du Parlement. Ni Goethe, ni Erasme, ni Le Play ne l'ont transformé (1).

Qu'importe la doctrine ou la suite objective dans les idées! Si l'on ne veut pas moissonner la méfiance, il faut le style catégorique, des chefs-d'œuvre de suggestion collective dictés de façon autoritaire, capables d'exalter ces forces mystérieuses qui déterminent l'amour et la haine et créent l'atmosphère où la passion s'excite ou s'apaise.

Le *Popolo d'Italia*, journal fasciste, noyait les organisations ouvrières, s'assurait la neutralité des syndicats, tuait dans l'œuf la grève générale.

Une presse hardie et puissante s'emparait des campagnes et des villes en Allemagne et fit tomber le pouvoir comme un fruit mûr entre les mains de Hitler (2).

* * *

Chez nous, les ondes sont tripartites — trois vérités contradictoires succèdent au même journal parlé : le haut-parleur viole les consciences, on reste indifférent.

Le 21 juillet il ne dégage même pas le sens de la fête nationale! J'entends nos ministres : « N'avons-nous pas parlé au peuple deux fois douze fois? N'a-t-on pas ratifié notre gestion des pleins pouvoirs? »

Oui, mais pourquoi prêcher des bourgeois convaincus?

Le peuple attendait des tribuns, il reçut des calculateurs et l'auditeur, dégoûté de droit fiscal, en changeant la longueur d'onde, retrouva la nostalgie d'un tango ou le rythme syncopé d'un charleston.

A la même époque, Goebbels, triumvir du troisième Reich, prince de la propagande, diffusé par Berlin, empoignait sa meute, l'emportait et la lançait vers de nouvelles conquêtes.

* * *

Mais il faut réaliser l'idée en même temps qu'elle germe.

Jusqu'à présent, les réformateurs n'agissent qu'en paroles!

Ils vivent dans l'immobilisme, quand la primauté appartient à l'action, oubliant que M. Brunfaut a assez souvent annoncé les vacances de la légalité, pour que nous prenions certaines précautions.

Pendant que le parti ouvrier belge entend poursuivre les objectifs de son plan du travail par des moyens constitutionnels légaux, les jeunes gardes socialistes, par-dessus leurs chefs, marchent la main dans la main avec les jeunesse communistes.

Vingt-cinq mille gardes rouges, entraînés au tir à la mitrailleuse, au lancement des grenades à gaz, et pourvus d'un corps de transport, se préparent au Grand soir et s'exercent à Liège à l'occupation de certains quartiers de la ville (3).

Et l'exemple des émentes à Charleroi en juillet 1932 est bon à rappeler.

* * *

(1) HITLER dans son livre *Mein Kampf*, p. 480, reproche aux milieux intellectuels d'être à tel point renfermés en eux-mêmes et sclérosés qu'ils ont perdu toute liaison vivante avec ce qui se trouve en dessous d'eux.

« Les idées de la révolution allemande ont été comprises par les masses populaires vivant dans la misère, avant de l'être par de gens instruits », GOERING, discours à la Diète de Prusse le 18 mai 1933.

(2) Voir aussi question O. SCHEID, *Les Mémoires de Hitler et le programme national-socialiste*, pp. 38, 45.

« Il fallait donc créer une organisation nouvelle exercée spécialement pour cette lutte, en saisissant le peuple entier par un travail infatigable. » HITLER, au Congrès de Nuremberg le 1^{er} septembre 1933.

(3) Voir rapport du comte Van der Stegen, au Congrès des Jeunes Gardes catholiques à Liège, le 12 novembre 1933, publié par le *Rappel* du 15 novembre 1933 et la *Nation belge*, du 14 novembre 1933.

Il y a donc une certaine naïveté dans l'admiration de la douceur et le caractère amolli et efféminé des hommes est plus redoutable que leur sentiment même exagéré et brutal de l'indépendance.

Mais l'homme d'ordre n'est pas nécessairement un trembleur. S'il veut l'autorité il ne doit pas avoir peur, car la conviction se fonde dans la lutte!

Il faut la force qui marche vers l'autorité, le courage moral et la vaillance physique, en un mot « vivre dangereusement », comme l'a dit Nietzsche (1).

Le 4 décembre 1931, le général Goering parlant au *Sport-Palace* de Berlin, concluait son discours par ces mots : « En politique, les idées ne l'emportent jamais si on ne sait pas mettre à leur service la force matérielle. »

* * *

Encore, faut-il des chefs?

Des chefs? Un seul c'est mieux! Le sage Ulysse exprimait déjà cette vérité éternelle « que pour le gouvernement, un seul est préférable à plusieurs ». Car un chef identifie pour sa durée sa prospérité propre à celle du royaume!

Mais on soupire, on lève les yeux au ciel et l'on s'écrie : « Un chef, impossible ». Et le caractère belge!... son esprit de révolte! la fronde contre les princes! son obstination! son individualisme séculaire!... pas de souche ethnique commune! pas de type humain particulier! trois partis!

Et tout d'abord, peuple indiscipliné. L'est-il encore depuis que M. Spaak passe en revue ses milices rouges et M. Van Severen ses dinamos?

N'existe-t-il rien qui, par la nature des choses, le jeu des causes millénaires, la substance de notre conscience et de notre vie, permette de régénérer notre pays?

Travailleur passionné, d'une honnêteté traditionnelle, modeste et souvent clairvoyant, goguenard vis-à-vis de l'étranger, curieux d'une dynastie qu'il annexe à sa famille, patriote sans sortir son drapeau, mitigé dans ses enthousiasmes, l'épiderme dur, mais le sursaut magnifique — Liège-l'Yser — quatre ans de piétinement, l'offensive des Flandres — 1930 et le défilé des Fraternelles — ne sont-ils pas un ciment assez fort?

* * *

J'ai dit un chef!

L'avenir des peuples repose sur les genoux des dieux. La foule aime les hommes forts, la foule est femme, elle ira vers de nouvelles idoles. Un chef seul peut faire vibrer la masse par-dessus les oligarchies incapables et profiteuses! Que fait-on avec la pure raison? La dictature doit être un mariage d'amour!

Sera-ce en Belgique seulement qu'un chef restera introuvable? Un homme, vous entendez, un homme! Où est-il, cet audacieux qui possède le don mystérieux par lequel il s'imposera à l'obéissance et à la vénération des autres?

Ce n'est pas le pilote qui prie l'équipage de se mettre à sa dispo-

(1) Voir FÉLICIEN CHALLAYE, *Nietzsche : Volonté de puissance*, p. 191. Voir aussi GEORGES SOREL, ouvrage cité, pp. 263, 270, 271 et les références citées.

« Ceci n'est pas une apologie du Nietzscheisme et ce qui pourrait être bon dans cette philosophie pour conduire un chef au gouvernement des hommes ne le serait guère pour diriger ceux-ci une fois arrivé à leur tête.

« Mussolini n'est pas aussi Nietzscheen qu'on s'est plu à le représenter. Il proteste quand Emile Ludwig veut l'amener à dire qu'il faut pour gouverner plus de mépris des hommes que d'humanité.

« Au contraire, s'écrie-t-il, on a besoin de quatre-vingt-dix-neuf pour cent d'humanité et d'un pour cent seulement de mépris. »

« Comme Ludwig insiste et veut savoir si les êtres humains méritent plus de mépris ou plus de pitié, Mussolini reprend doucement : « Plus de pitié. Beaucoup plus de pitié. » Ce qui est loin du Nietzscheisme et donne raison à M. Arnold Mascarel, qui répond de l'accord du fascisme avec la morale traditionnelle.

« Voir JACQUES BAINVILLE, « Lectures », *Revue Universelle*, t. LI, p. 350.

« Voir ARNOLD MASCAREL, *Mussolini, son programme, sa doctrine*.

« Voir aussi ANIANTÉ, *Italo Balbo, maréchal de l'air*.

sition! Avant que de répondre à l'appel d'un chef, il faut commencer par le vouloir fortement.

Il faut faire choix : l'heure est venue.

Sans doute, il faut prendre garde aux enthousiasmes illusoires, mais ce n'est pas le moment de chercher des alibi quand trois hommes modèlent le monde suivant leur propre vision.

Gare à nous! si la propagande pacifiste amollit les courages, si l'idée pan-germanique recrute des alliés pour l'envahisseur de demain! L'oubli des leçons, d'hier, le troisième Reich nous le fera payer cher.

La vraie liberté, c'est de ne pas être dominé par un peuple étranger.

« La guerre, a dit M. Mussolini, sort naturellement du déséquilibre entre la faiblesse des uns et la force des autres. »

Le jour où le sol natal sera envahi, on luttera pour autre chose que pour la démocratie, mais culture contre culture, civilisation contre civilisation.

« C'est à frémir », dira-t-on? — « Non, il faut faire front. »

PAUL FRANCO.

Une nouvelle histoire du Christianisme

M. Edwyn Bevan, chargé de cours à King's College, Londres (histoire et littérature helléniques), nous donne une histoire du christianisme en un petit volume de 255 pages et 11 chapitres d'une très grande valeur (1). Le style en est d'une concision et d'une limpidité admirables, d'une précision qui ne l'est pas moins : tout n'y est que netteté et clarté. Dire que la seréine objectivité du petit livre est au-dessus de tout éloge serait banal : en réalité, elle s'impose de façon irrésistible et parfois plane à des hauteurs qui lui donnent quelque chose de presque sublime. La sûreté d'information est d'autre part parfaite (2).

Pour faire apprécier comme il convient à nos lecteurs *Christianity*, nous ne saurions mieux faire que d'en reproduire, en traduction littérale ou en résumé, quelques-uns des passages les plus saillants.

Commençons par l'*internal self-contradiction* qui, d'après l'auteur, travaille le protestantisme :

« A envisager en son entier le type de christianisme constitué par le protestantisme au XVI^e siècle, on voit que sa principale faiblesse consistait en une contradiction interne. La tradition catholique, déclarait-il principalement, est sujette à l'erreur et a en fait erré sur nombre de points; mais en même temps il adoptait comme son dogme fondamental et ne pouvant être mis en doute un fragment de cette même tradition catholique : l'infaillibilité d'une certaine collection d'écrits... Y a-t-il en vérité incompatibilité entre la doctrine du Nouveau Testament et celle de l'Eglise catholique romaine? Ici il n'y a pas lieu d'examiner cette question; si (3) cette incompatibilité existe, ce n'est pas sans logique que les protestants l'invoquaient pour condamner l'Eglise romaine sur son propre terrain. Mais ils firent plus. Ils édifièrent leur propre théologie sur le Nouveau Testament regardé comme l'infaillible parole de Dieu, alors qu'ils n'avaient pas de raison de regarder cette série d'écrits comme spécialement inspirée en dehors de la tradition ecclésiastique rejetée par eux dans d'autres cas comme faillible. C'était là le point faible dans l'édifice du protestantisme vieille manière, point faible qui de nos jours en a provoqué l'effondrement (ruin). » (P. 175.)

tibilité existe, ce n'est pas sans logique que les protestants l'invoquaient pour condamner l'Eglise romaine sur son propre terrain. Mais ils firent plus. Ils édifièrent leur propre théologie sur le Nouveau Testament regardé comme l'infaillible parole de Dieu, alors qu'ils n'avaient pas de raison de regarder cette série d'écrits comme spécialement inspirée en dehors de la tradition ecclésiastique rejetée par eux dans d'autres cas comme faillible. C'était là le point faible dans l'édifice du protestantisme vieille manière, point faible qui de nos jours en a provoqué l'effondrement (ruin). » (P. 175.)

Ailleurs l'auteur revient avec force sur un sujet analogue :

La position des vieux *Evangelicals* (1) de Grande-Bretagne qui adhèrent toujours au dogme de l'infaillibilité verbale des Ecritures est devenue intenable, dit-il, parce qu'impliquant une contradiction. Le dogme fondamental du protestantisme de ce type-là est que rien ne doit être accepté comme faisant partie de la foi chrétienne à moins de figurer dans l'Écriture. Mais nulle part on ne trouve dans l'Écriture même ce dogme fondamental. Il n'est pas question dans le Nouveau Testament du Nouveau Testament comme tel; on n'y trouve rien au sujet des écrits qui en feront partie. Aucun des quatre Évangiles n'attribue une autorité quelconque aux trois autres ou prétend à une inspiration infaillible pour lui-même.

« La croyance que les écrits inclus dans le Nouveau Testament sont revêtus d'une autorité divine particulière dérive simplement d'un jugement de l'Eglise, jugement qui s'est graduellement cristallisé (solidified), nous l'avons vu, au cours des premiers sept ou huit siècles. Or cette même Eglise, affirme le protestantisme, a gravement erré sous d'autres rapports et s'est trompée au sujet des livres de l'Ancien Testament (2). » (P. 222.)

Comment dès lors — et pourquoi — s'appuyer sur son jugement pour ce qui est de l'Écriture en général?... Ici le coup porté par M. Bevan nous paraît atteindre le protestantisme en plein cœur.

Que penser, d'autre part, des protestants partisans de l'infaillibilité verbale et absolue des Livres saints?

« On représente communément les *Evangelicals* qui maintenaient l'infaillibilité verbale de la Bible sans aucun compromis comme de stupides obscurantistes. Ce point de vue est injuste. C'est avec raison — il nous le faut reconnaître — qu'ils sentaient qu'en admettant la moindre erreur dans une affirmation de l'Écriture, ils admettaient un principe susceptible d'agir comme un corrosif sur le fondement tout entier du vieux protestantisme. Certes, un changement d'opinion quant à une théorie critique d'ordre « modéré » pourrait bien n'affecter en rien les problèmes d'intérêt primordial pour la foi (comme la question de savoir si les derniers chapitres du livre d'Isaïe ont été écrits par Isaïe lui-même ou par quelque prophète postérieur — lequel, après tout, a pu s'appeler Isaïe lui aussi). Mais qu'on admette une fois que les parties constituant un livre de l'Écriture puissent être déterminées par des considérations de probabilité conformes au fonctionnement naturel de l'esprit humain — et vous ne pourrez plus empêcher l'application des mêmes principes d'investigation à des parties de la Bible touchant de beaucoup plus près à la foi chrétienne, aux quatre Évangiles par exemple. Un critique « modéré » conviait-il les *Evangelicals* à accepter « la lumière nouvelle » projetée sur la Bible comme ne modifiant en rien leurs croyances, ils voyaient juste : on leur demandait de désertir ce qui semblait être un terrain solide pour l'échanger contre toute une mer de questions douteuses. L'événement a prouvé que les craintes des défenseurs de l'infaillibilité verbale étaient justifiées. Aujourd'hui que la grande masse des chrétiens protestants a renoncé à la croyance en l'infaillibilité de

(1) *Home University Library*, chez Thomas Butterworth, 15, Bedford Street, Londres.

(2) Dans toutes ces 255 pages nous croyons n'avoir relevé qu'une seule inexactitude — et encore!... L'Eglise arménienne (cette Eglise martyre entre toutes) serait-elle bien « monophysite » (p. 85)? Elle n'a pas reconnu, il est vrai, le Concile de Chalcédoine, mais elle n'en anathématise pas moins l'« hérésiarque » Eutychès, fondateur du monophysisme.

(3) C'est l'auteur qui souligne.

(1) Anglicans de gauche, se trouvant en conséquence aux antipodes des anglo-catholiques.

(2) Sans doute en admettant l'inspiration des livres deutéro-canoniques regardés par les protestants comme apocryphes.

l'écriture, le « vieux » protestantisme se flétrit rapidement, telle une fleur séparée de sa racine; inévitablement le protestantisme de nos jours glisse vers l'unitarianisme. Les communautés chrétiennes (en dehors des Eglises romaine et orthodoxe) qui adhèrent toujours à l'ancien Evangile, sont celles où subsiste encore un certain respect pour la tradition, pour l'autorité dont bénéficie une croyance parce que des siècles durant elle a été à la base de la vie spécifiquement chrétienne, en dehors de toute mention d'elle dans un texte scripturaire. Un protestantisme qui n'a plus foi en l'infaillibilité de l'Écriture — cette ancre d'antan — ne pourra échapper à l'unitarianisme (1) qu'en revenant de quelque façon à la croyance en la valeur de la tradition chrétienne. » (P. 220.)

Tout homme impartialement, quelles que soient ses opinions en matière de religion, reconnaîtra qu'une telle argumentation est très forte. C'est véritablement parler d'or.

Deux pages plus loin nous lisons à propos des épîtres de saint Paul :

« Le jugement de l'Église mis à part, nous n'avons aucune raison de regarder toutes les affirmations qu'on trouve dans ces épîtres comme la parole inerrante de Dieu. Certes, force est à des chrétiens de revenir constamment aux paroles du Seigneur, et, abstraction faite du jugement de l'Église, tous ceux qui ont quelque sens littéraire, qui ne sont ni des toqués, ni des philologues pédants doivent sentir que les déclarations de Jésus figurant dans nos Évangiles synoptiques sont marquées au coin d'une individualité trop forte pour ne pas être, dans les grandes lignes, celles d'un homme réel. Et cependant, pour ce qui est du plus ancien de nos Évangiles, que contient-il? Rien que ce que saint Marc se rappelait de ce dont saint Pierre se souvenait quant aux paroles prononcées par Jésus trente-huit ans avant la mort de Pierre, le tout traduit de l'araméen en grec. Il est donc absurde — toujours abstraction faite du jugement de l'Église — d'interpréter chaque clause, chaque phrase des paroles attribuées à Jésus, comme si elles avaient été enregistrées à l'époque par un phonographe ou par la sténographie. » (P. 223.)

Passons à cette question controversée entre toutes, celle des miracles :

« On suppose parfois que c'est dans la question des miracles qu'il y a conflit d'une acuité particulière entre la croyance traditionnelle et les sciences naturelles. C'est là une illusion populaire. La croyance aux miracles n'entre en conflit avec aucune des sciences naturelles; elle ne se heurte qu'à une théorie philosophique — à laquelle beaucoup de savants adhèrent, il est vrai — dont la réalité n'a été démontrée, ni ne peut l'être par aucune méthode scientifique. En tant que biologiste, un biologiste ne saurait déclarer que tel récit de la résurrection d'un mort n'est pas conforme à la vérité. Comme biologiste il ne peut dire que ceci : la résurrection d'un mort implique l'opération d'une force dont il n'a pas été trouvé trace dans le domaine que la biologie étudie. A quoi l'homme qui croit aux miracles peut répondre : « Certes, on n'a pas trouvé de ces traces, mais pour quelle raison? » Parce que la force en question n'opère de cette façon ex hypothesi » que fort rarement, à des intervalles de bien des siècles peut-être. Qu'un biologiste riposte : « Je ne crois pas qu'il existe dans l'univers une telle force », il ne parlera plus comme biologiste mais comme philosophe. Or on peut être à la fois un excellent biologiste et un fort médiocre philosophe. » (P. 214.)

Cependant avec la merveilleuse objectivité qui lui est propre, l'auteur reconnaît qu'il est une sérieuse difficulté s'opposant à l'admission des miracles, mais elle est d'ordre non plus biologique, mais anthropologique. « Ni la philosophie, ni les sciences naturelles ne sauraient prouver que les miracles sont impossibles, mais l'anthropologie nous montre que partout dans le monde entier, où le niveau

de la culture rationnelle n'était pas élevé, la croyance aux miracles était fort répandue. Or il est généralement admis que partout, l'histoire des Juifs et des chrétiens exceptée, cette croyance était une illusion. Il n'est donc pas exact de dire que la croyance aux miracles soit en conflit avec des faits dûment établis; il ne saurait s'agir de conflit, mais bien d'un fléchissement (weakening) des raisons poussant les hommes à croire. » (P. 216.)

Voyons pour le darwinisme :

« Au début — et à cela rien d'étonnant — toutes les sections de la communauté chrétienne attaquaient le darwinisme comme une erreur mortelle. Mais au cours des septante-trois années qui se sont écoulées depuis 1859 (1), le gros des chrétiens instruits a reconnu que le darwinisme est vrai, que le corps et les facultés intellectuelles de l'homme ont bien pris naissance à la suite d'un processus de descendance physique d'animaux inférieurs, processus embrassant les milliers d'années demandés par la science. Les chrétiens instruits qui, en Angleterre, seraient d'un avis opposé sont aujourd'hui une quantité négligeable; au sein du parti des Évangélicaux ils ne forment qu'un petit groupe, et dans la communauté chrétienne en général ils ne jouent aucun rôle. Seule l'extrême ignorance des journalistes et d'une grande partie du public quant à ce qui est enseigné dans les églises permet à tel churchman (2) d'aujourd'hui d'acquiescer du prestige en tant qu'homme audacieux et « moderne » en proclamant publiquement qu'il croit à l'Évolution : il ne fera qu'affirmer ce qui est devenu un lieu commun depuis un certain temps déjà dans les écoles de théologie. Mais, d'autre part, les chrétiens sont d'une façon générale portés à nier que le développement de l'homme puisse s'expliquer complètement par l'action des lois physiques fonctionnant au hasard sans but assigné par la Divinité; ils n'estiment pas que le darwinisme nous fournisse ici une explication entière. Et nombre de savants sans attaches théologiques paraissent être de leur avis. » (P. 213.)

Parlant des controverses dogmatiques des premiers siècles du christianisme, M. Edwyn Bevan déplore le manque de charité qui caractérisait ces controverses. Il le trouve « lamentable ». « L'homme que j'attaque ne serait-il pas aux yeux de Dieu meilleur que moi-même? » Voilà apparemment ce que le polémiste chrétien des premiers temps ne s'est jamais demandé. « L'attitude d'un chrétien à l'égard de tel individu ou tel autre devrait être réglée par la reconnaissance du fait qu'on peut adhérer à une doctrine foncièrement mauvaise et être quand même un homme bon »; mais, ajoute notre auteur, « il y a loin de là à l'affirmation qu'une communauté doit tolérer chez ceux qui parlent en son nom une doctrine logiquement incompatible avec les croyances avec lesquelles cette communauté s'est identifiée. Nul ne saurait raisonnablement accuser les autorités de l'Église primitive d'avoir fait preuve de fanatisme ou d'intolérance parce qu'elles relevaient de leurs fonctions ceux qui enseignaient des doctrines hérétiques. Et cependant aujourd'hui encore des hommes d'intelligence ordinaire ne se rendent souvent pas compte de la chose ».

Et l'auteur de citer ce fait curieux : un clergyman anglican se met à prêcher des doctrines spiritistes; il est relevé de ses fonctions. Aussitôt on proteste, parce que ce clergyman se trouve être un très brave homme.

Mais, poursuit l'auteur, on peut dire ceci encore : non seulement l'esprit qui animait les controverses était déplorable, mais — à part l'intrusion dans cette sphère d'intrigues et du bras séculier — ces disputes étaient d'ordre essentiellement « futile » parce qu'elles avaient trait à des questions absolument en dehors de l'envergure de l'esprit humain. S'ensuit-il cependant qu'aucune affirmation ne saurait être raisonnablement faite au sujet des

(1) Date de la parution de l'*Origin of Species*, de Darwin.

(2) Terme qui, ici, veut dire sans doute tout simplement : clergyman anglican. D'autres fois, il désigne aussi bien un laïc qu'un ecclésiastique.

(1) C'est-à-dire, tout compte fait, à peu près au dixième pur.

bases sur lesquelles l'univers repose? » *En tant que la nature du monde est toujours un problème pour les physiciens et philosophes*, répond l'auteur, « il est cependant possible de se livrer sur son compte à certaines assertions. La personnalité humaine reste toujours, pour parler comme Tennyson, un profond abîme, et cependant on peut affirmer certaines choses à son égard. Les premiers chrétiens, lorsqu'ils affirmaient certaines choses au sujet de Dieu, se rendaient parfaitement compte que pour ce qui est de la totalité de son être il est incompréhensible. » (P. 93.)

« L'Eglise chrétienne empruntait parfois pour ses affirmations des termes au vocabulaire des écoles philosophiques grecques; ces termes appartiennent à des façons de penser aujourd'hui obsolètes. Ce qui revient à dire que les anciennes définitions ne peuvent plus donner satisfaction aux aspirations intellectuelles de l'homme moderne. Les utilise-t-on encore, ce n'est que parce qu'elles peuvent être interprétées au moyen d'autres termes qui ont pour nous un certain sens. D'autre part, peut-être une communauté chrétienne agit-elle sagement de nos jours lorsqu'elle exprime ses croyances sous une forme solennelle (ceremonial) en recourant à d'anciennes formules: c'est que prise en son entier cette communauté estime que, à choisir entre les deux opinions en présence au moment où la formule prenait corps, la vérité était plutôt du côté de l'opinion exprimée dans cette formule que du côté opposé. Pareil accord implique jusqu'à un certain point une communauté de croyance sur la question que la formule s'attache à déterminer en une langue désuète. Supposons une nouvelle formule conçue en termes modernes: il pourrait en résulter toutes sortes de discussions susceptibles de provoquer des scissions dans la communauté. L'emploi de l'ancienne formule permet donc une plus grande latitude de pensée sans qu'il y ait rupture d'unité: sa phraséologie, humainement inadéquate, c'est entendu, lie moins que ne le ferait une formule moderne, puisque le fait de souscrire à cette dernière pourrait être interprété comme impliquant un accord complet avec ses affirmations. »

Et dans une note l'auteur ajoute avec une merveilleuse finesse que dans le domaine de l'art nous constatons quelque chose d'analogue. Regardons un tableau de Fra Angelico: à contempler ses figures archaïques, son fond d'or conventionnel, nous éprouverons plus de satisfaction qu'à voir un tableau moderne représentant le ciel et visant à être réaliste. Dans le premier cas, en effet, il est de toute évidence que ce tableau doit être interprété dans un sens symbolique, alors qu'à regarder un tableau « réaliste », on dirait qu'on s'engage à croire que le ciel lui ressemble effectivement!

Parmi les nombreuses observations d'une précision et d'une justesse presque prodigieuses éparpillées à travers le livre de M. Bevan, il en est peu d'aussi ingénieuses et d'aussi frappantes.

Dans le dernier chapitre intitulé « La situation d'aujourd'hui » l'auteur se demande si, à se baser sur les faits actuels tels que nous les connaissons, il est probable que les Européens renonceront à la foi chrétienne? A cela il répond — encore une observation combien juste! — que ce qui rend ici les prédictions particulièrement difficiles est la confusion qui caractérise la situation religieuse dans l'Europe de nos jours. Alors qu'autrefois la ligne de démarcation entre croyants et incroyants était de beaucoup plus nette, à l'heure actuelle nous nous trouvons en face d'une variété infinie de croyances formant un tout chaotique. « Peu de chrétiens instruits qui n'admettent aujourd'hui le bien-fondé de certaines assertions faites jadis à l'adresse du christianisme par les incroyants; peu d'incroyants cultivés qui ne repoussent quelques-unes des affirmations émanant autrefois des infidèles. » (P. 233.)

Si nous ne trouvons pas d'hommes à convictions chrétiennes parmi ceux qui de l'avis général occupent une place en vue dans la pensée et dans la science modernes, ce serait là un indice certain

que la religion chrétienne sera d'ici peu délaissée. Nous pourrions alors affirmer avec preuves à l'appui l'incompatibilité des croyances chrétiennes avec les connaissances modernes. En réalité, nous voyons quelque chose de tout à fait différent. Il serait difficile, il est vrai, de retrouver parmi les philosophes et les savants de tout premier ordre quelques-unes des formes de la foi chrétienne, le « Fondamentalisme » par exemple, qui regarde les premiers chapitres de la Genèse comme de l'histoire au sens littéral. Mais d'autre part il ne serait pas facile de trouver beaucoup de philosophes modernes adhérant toujours au matérialisme d'antan. « Les bolcheviks le professent apparemment toujours, mais ce ne sont que des « fondamentalistes » à rebours qui croient à l'infaillibilité de Karl Marx. A côté d'hommes envisageant l'univers de diverses façons inconciliables avec la doctrine chrétienne nous voyons diverses formes du christianisme représentées parmi les hommes de premier ordre: anglicans, catholiques romains, quakers membres de diverses Eglises libres (1). Cet état de choses prouve que la connaissance la plus étendue de la science moderne, la compréhension de la pensée moderne n'obligent pas nécessairement un homme à être chrétien, mais ne sont pas incompatibles avec les convictions chrétiennes. Il démontre en tous cas qu'il serait prématuré de parler de la controverse entre le christianisme et les opinions non-chrétiennes au sujet de l'univers comme ayant été tranchée par l'opinion chrétienne contre le christianisme. » (P. 236.)

D'autre part, pourrait-on concevoir le triomphe d'une tendance que l'auteur dit être très répandue aujourd'hui (*widely at work*) tant dans les Eglises protestantes qu'en dehors des Eglises en général, tendance visant à créer une religion qui serait *distinctively christian* et en même temps « acceptable pour l'homme moderne »? Une telle religion rejetterait toutes les croyances chrétiennes traditionnelles au sujet de l'Incarnation et de la mort de Jésus et ne ferait que mettre en avant l'image humaine de ce dernier et les « valeurs » morales par Lui énoncées — en les extrayant des récits évangéliques; sur cette base serait édiflée une religion « qui permettrait à tout jamais aux hommes de s'appeler chrétiens ».

A première vue — c'est toujours M. Bevan qui parle — cette façon de moderniser le christianisme peut paraître aussi simple qu'attrayante; et cependant, quoi qu'il advienne, on peut prédire à coup sûr qu'une pareille solution n'a pas d'avenir. Les quelques pages de M. Bevan qui suivent sont les plus remarquables de tout l'ouvrage peut-être. Il y reconnaît que, même à supposer toutes les croyances chrétiennes abandonnées, l'image du Christ restera toujours une image d'une extrême beauté, pathétique et impressionnante; que « comme toutes les belles choses » elle continuera à servir de stimulant à la vie spirituelle de l'homme; que nombre de paroles isolées (*detached*) de Jésus continueraient à avoir cours pour exprimer de profondes vérités morales. Et cependant cette image n'en sera pas moins sujette à certaines « limitations »; et tout compte fait Jésus fera partie alors de la même classe d'hommes « que les Bouddha, les Socrate, les Platon, les Epictète, les grands poètes, ceux qui ont souffert à cause de leur propre bonté, et de la haine et de la cruauté des hommes » (p. 238).

Suit une analyse des dites « limitations ». Nous ne nous y arrêterons cependant pas et passerons de suite aux conclusions de M. Bevan. « Si », poursuit-il, « ce que les chrétiens ont cru au sujet de Jésus dès l'époque de l'apparition de nos premiers documents est vrai, aucune de ces limitations ne porte atteinte à son image. S'il a utilisé de façon parfaite les matériaux fournis par son ambiance au cours de quelques années de sa vie terrestre en Palestine, peu nous importe que ces matériaux aient été limités comme envergne; car, conformément à la croyance de l'Eglise, c'est le total des intérêts humains qui sera harmonisé par l'opération au cours des âges d'un

(1) Méthodistes, baptistes, presbytériens, congrégationalistes, etc.

esprit qui est celui de Jésus lui-même dans sa communauté, une communauté dont les frontières coïncident avec celles de l'humanité. Certaines de ses paroles au sujet de Dieu nous paraîtraient d'une naïveté enfantine si elles s'appliquaient à un Dieu qui n'aurait pas « tant aimé le monde », mais elles pourraient bien n'être que la simple vérité si elles ont été énoncées au sujet d'un Dieu descendu sur la terre dans la Personne d'un être divin ne faisant qu'un avec Lui pour conquérir les cœurs des hommes. Poursuivons : si Jésus était effectivement cet être divin descendu parmi nous, toute sa vie aura été un acte de sacrifice de soi-même infini, et nul doute alors que sa consommation, le sacrifice suprême de la croix, n'ait été volontaire (1) et que Jésus ne soit mort pour le pharisien Saul (2) exactement au même titre que pour Matthieu le publicain. « Le fils de Dieu qui m'a aimé et s'est sacrifié pour moi » : ces paroles n'ont-elles pas été dites par un de ses ennemis rabbiniques :

(1) Au contraire, si nous écartons l'enseignement de l'Eglise, il est au plus haut point douteux que Jésus ait encouru les souffrances de la croix volontairement, en prévoyant la destinée à laquelle le menaient ses actes. Les prédictions au sujet de sa mort que lui mettent en bouche les Evangiles n'ont pu être énoncées par Lui sous cette forme si nous éliminons l'élément surnaturel... Impossible de réfuter la théorie... qu'il ait été convaincu que Dieu interviendrait au moment critique pour Le secourir... La terrible exclamation de Jésus sur la croix pourrait être interprétée comme signifiant que la crucifixion était pour lui une surprise atroce. (p. 240).

(2) Le futur saint Paul.

par ce même pharisien qu'on accuse d'avoir obnubilé l'enseignement si simple de Jésus par ses théories théologiques? Et cependant si Paul voyait dans la mort sur la croix un acte d'amour l'englobant comme individu, ce n'était là qu'une illusion, à moins que la théorie théologique de Paul ne fût la vérité. » (P. 241.)

En d'autres termes : pas de religion chrétienne digne de ce nom en dehors de la Tradition. *Ego vero Evangelio non crederem nisi me commoveret Ecclesiae auctoritas.* M. Bevan ne cite pas ces paroles de saint Augustin, mais elles reviennent d'elles-mêmes à l'esprit à la lecture de pareils passages. Bien peu de commun certes entre la mentalité du fils de sainte Monique et celle d'un écrivain comme l'auteur de *Christianity* qui nous laisse dans l'ignorance au sujet de ses opinions religieuses (et qui pourrait bien être après tout un agnostique exceptionnellement respectueux de la religion) ; et cependant cet *Evangelio non crederem* n'est pas bien loin, toutes proportions gardées, de bien des pensées émises dans ces deux cent cinquante-cinq pages in-octavo si savantes, si sincères, d'un style si limpide, d'une si transcendante et sereine impartialité. Les quelques emprunts — trop peu nombreux à notre gré — que nous leur avons faits auront donné à nos lecteurs, du moins nous plaisons-nous à l'espérer, une idée adéquate de ce qui est un véritable petit chef-d'œuvre.

Comte FEROVSKY.

Les idées et les faits

Chronique des idées

La voix de nos Evêques Lettres pastorales des Evêques de Liège et de Gand

L.L. Exc. les évêques de Liège et de Gand se sont rencontrés dans le choix du sujet, le *Saint Sacrifice de la Messe*, mais diffèrent dans la manière de le traiter : une page de haute théologie chez l'un, un prône populaire chez l'autre. Le sujet a été naturellement inspiré par l'idée de l'Année sainte finissante, la préoccupation de fixer l'attention des fidèles sur le Mémorial de l'Œuvre rédemptrice, plus pathétique et plus puissant que la Croix, même la Croix triomphale recommandée aussi par l'évêque de Liège ou la Croix exposée le Vendredi-Saint au milieu d'hommages extraordinaires, comme à Gand, le vivant Mémorial de la Messe qui non seulement rappelle, mais renouvelle, représente et perpétue le sacrifice rédempteur.

Des nombreux aspects sous lesquels la Messe peut être considérée, Mgr Kerkofs en a retenu celui qui semble le plus apte à faire saisir l'actualisation, si je puis dire, du Saint Sacrifice, l'incalculable efficacité dont il enrichit non seulement l'Eglise en général mais qu'il met en quelque sorte à la disposition de chacun de nous. Il nous semble que bien comprise, et l'évêque de Liège excelle à se faire comprendre par ses lumineux exposés, cette considération est de nature à provoquer chez tous une dévotion passionnée à la Messe. Qu'on en juge par ce pâle résumé !

Il est clair d'abord que le Sacrifice de l'autel est celui de l'Eglise, qu'il lui appartient comme son plus précieux trésor, sa richesse et sa gloire. Il eût été étrange, il serait inadmissible que l'acte

capital, essentiel du culte, celui dont s'honorent toutes les sociétés religieuses manquât à l'Eglise. Elle, le vrai peuple de Dieu dont Israël ne fut que la figure, serait dans une situation de complète infériorité, elle se présenterait à Dieu « les mains vides ». C'est tout le contraire. Après la répudiation des sacrifices de l'ancienne Loi, il ne reste que le sien, après l'évanouissement des figures, surgit la suprême réalité, l'oblation pure, universelle, et indiscontinue, répondant ainsi à la lettre, à la prédiction de Zacharie, puisque les messes se succédant en moyenne à quatre secondes d'intervalle sur le globe terrestre.

L'Eglise n'est-elle pas de droit l'imitatrice et la continuatrice de Celle en qui elle voit, à juste titre, « sa mère et ses prémices », Marie, consentant à la mort de son Fils et l'offrant à Dieu comme Victime ?

Enfin, et cette troisième considération emporte la conviction, l'Eglise étant le corps mystique du Christ ne se conçoit pas séparée de son Chef, mais étroitement associée à Lui dans un même acte d'offrande.

C'est ce que la liturgie met en pleine lumière, notamment l'antique et vénérable prière que les liturgistes appellent l'*Anamnèse*. « C'est pourquoi, Seigneur, nous qui sommes vos serviteurs (les prêtres) et, avec nous, votre peuple saint (saint Bernard appelait son auditoire : Votre Sainteté), en mémoire de sa bienheureuse Passion du même Christ Notre-Seigneur et de sa résurrection des enfers, comme aussi de sa glorieuse Ascension au ciel, nous offrons à votre Suprême Majesté, entre vos présents et vos dons, l'hostie pure, l'hostie sainte, l'hostie sans tache, le pain saint de la vie éternelle et le calice du salut perpétuel. »

Donc, mise en possession par le Christ lui-même à la Cène, le sacrifice de la Messe est vraiment la propriété de l'Eglise, il est offert pour elle, par elle, avec elle. Donc elle est en mesure, par l'action sacrificale, d'adorer le Créateur, de remercier le Bien-

fauteur, de fléchir le Justicier, d'implorer le Père d'une manière parfaite, adéquate, définitive. Son culte est la perfection du culte, son sacerdoce est le sacerdoce par excellence. Elle n'a pas les mains vides, mais débordantes de richesses.

Mais l'Évêque de Liège, approfondissant cette pensée, en découvre cette vérité singulièrement prenante : bien de famille, propriété indivise et collective de l'Église, la Messe appartient à chacun des membres qui la composent. En quelque manière très belle, l'Église met à la main de chaque assistant l'Hostie de prix infini et lui dit : « Je te donne le droit, le pouvoir de faire ton offrande pour toi, en ton nom. » Ah ! quelle joie immense, quelle satisfaction d'adresser à Dieu lui-même ce langage : « Voici, mon sacrifice, ma Victime, je Te l'offre, c'est mon adoration qui s'égale à ta grandeur, ma reconnaissance qui se mesure à tes bienfaits, mon expiation qui surpasse mes fautes, ma prière qui vaut toutes les grâces. Il est évident que si les assistants prenaient conscience de la participation aux mystères qui leur revient, ils ne seraient plus là comme des témoins inertes, passifs, mais des co-célébrants, ayant partie à l'action. Cette étroite solidarité, cette communion du prêtre et de tous les offrants, l'Évêque la montre affirmée à chaque page du missel. « *Mon sacrifice et le vôtre* (après l'offertoire). *Souvenez-vous de ceux pour qui nous vous offrons ou qui vous offrent ce sacrifice*, au memento des vivants. *Nous vous prions, Seigneur, de recevoir favorablement cette offrande de notre servitude* (de nous, prêtres, vos serviteurs) *qui est aussi l'offrande de toute votre famille* (les fidèles), immédiatement avant la Consécration. Voilà pourquoi, dans l'antique discipline, après l'avant-messe avait lieu le renvoi des catéchumènes, pourquoi les fidèles offraient leurs dons, le pain et le vin, c'est-à-dire, au fond, leur vie et s'offraient ainsi eux-mêmes. En agissant de la sorte, ils se conformaient à la pensée intime de l'Église qui ne supporte pas d'être séparée de Celui qui est avec elle le Christ-total, à la fois offrant et offert. Tous les incorporés au Christ, présents au sacrifice, s'offrent, s'immolent avec lui dans la même oblation, dans le même holocauste d'adoration et d'amour à Dieu qui respirant le très suave parfum de ce sacrifice, l'accueille, l'agrée, l'accepte, se complait dans cet hommage parfait, dans cette sublime action de grâces, laisse s'épancher sur tous ses pardons et ses dons.

Cette belle thèse de l'universalité du sacrifice, si profonde et si sublime, qui amplifie la messe dans des proportions infinies, Monseigneur de Liège la corrobore et l'étaie par les solides témoignages de Pie XI, de saint Cyprien, qui interprète dans le sens de l'union du prêtre et des fidèles le symbolique mélange de l'eau et du vin dans le calice, du grand Bossuet expliquant ces paroles de l'épître : « *O Dieu tout-puissant, nous vous supplions de commander que ces choses soient portées sur l'autel sublime sous les yeux de votre divine Majesté par les mains du saint ange de Dieu.* » Ces choses dont il est question, dit Bossuet, sont à la vérité le corps et le sang de Jésus (où plutôt l'oblation que nous faisons sur terre de ce corps qui ne cesse pas d'être au ciel, comme l'observe saint Thomas, cité par Battifol, *Leçons sur la Messe*, p. 289), mais elles sont (ces choses), ce corps et ce sang avec nous tous, et avec nos vœux et nos prières, et tout cela ensemble compose une même oblation (Dom Marmion).

On comprendra le parti que peut tirer d'une telle doctrine une âme apostolique, comme celle de l'Évêque du diocèse où naquit, il y aura sept siècles dans douze ans, la Fête-Dieu, pour entraîner son peuple à l'intelligente fréquentation de nos Saints Mystères. Et certes, à l'heure de trouble où nous sommes, à l'heure où le monde chancelle sur ses bases, la prière apparaît comme l'unique voie de salut, mais il est une prière transcendante, la prière du Christ, le cri de son sang répandu, qui parle mieux que celui d'Abel, qui appelle sûrement les bénédictions : c'est la messe et c'est elle qu'il faut à tout prix remettre en honneur

parmi le peuple chrétien. Trois conditions sont nécessaires, dit l'Évêque. Pour entendre fructueusement la Messe, il faut la comprendre d'abord et pour la comprendre, l'étudier. Il faut y participer activement, et pour cela, l'offrir avec le prêtre et y communier. Il faut, enfin, y adapter sa vie, et pour cela, vivre dans le renoncement qui fait les purs. Comme il est utile de se piquer d'émulation, l'Évêque propose à ses diocésains l'exemple des paroisses polonaises dont le cardinal Primat Lhand exalte sur ce point la ferveur éclairée.

* * *

Donnant une suite naturelle à son mandement de l'an dernier qui roulait sur le sacrifice de la Croix, S. Exc. Mgr Coppieiers, évêque de Gand, consacre la Lettre pastorale de cette année au sacrifice de la Messe. Dans une première partie, il en dit l'excellence ; dans la seconde, il rappelle l'obligation de l'assistance à la Messe des dimanches et jours de fête de précepte.

Pour démontrer cette excellence, il se borne à évoquer la Cène et l'immolation du Calvaire avec lesquelles s'identifie la Messe. La Cène ! Dernière Pâque juive, dernier repas rituel où était servi l'Agneau pascal, figure du Christ, où son visage s'assombrit à la pensée du traître présent et où les apôtres s'interrogent anxieux. C'est à cette heure tragique des adieux et de la trahison que, nous aimant à l'extrême, le Christ institua l'Eucharistie, se présentant à l'état de victime, son corps et son sang, sous les espèces séparées du pain et du vin, — ce fut la première Messe, communia les apôtres de sa main et leur ordonnant de répéter son geste jusqu'à son dernier avènement, établit le sacerdoce. Qui dira donc l'inexprimable beauté, l'indicible grandeur de cette dramatique liturgie de la Messe qui par la Consécration nous restitue identiquement, dans toute sa vérité, l'instant sublime de la Cène où, pour la première fois, eut lieu la conversion du pain au corps et du vin au sang de la divine Victime.

La Cène recommence avec chaque Messe et ne suffit-il pas de cette pensée, de ce souvenir poignant, pour raviver la foi et exalter l'amour ?

La Messe est encore la répétition du drame du Calvaire. Elle refait, représente, actualise, pour l'étendre à tous les points de l'espace et à tous les instants de la durée, le sacrifice de l'Homme-Dieu. La Consécration nous restitue, dans sa vérité profonde, l'instant auquel sont suspendus les siècles, l'instant qui domine l'histoire, celui où, après avoir poussé un cri déchirant, livré sa vie, notre rançon, aux mains de son Père, il expire. Le monde était racheté, sauvé, le Ciel rouvert. C'est identiquement, sur la Croix et sur l'autel, la même Victime, sanglante d'une part, pacifique et non sanglante d'autre part. Par la Croix, le salut en bloc de l'humanité. Sur l'autel, l'application du salut aux fins particulières. Comment, encore une fois, redire l'excellence d'un rite qui perpétue le plus grand événement de l'histoire et nous le représente avec sa substantielle valeur.

La Lettre pastorale insiste surtout et à bon droit sur la grave obligation de la messe dominicale. Quelle que fût la splendeur et la magnificence du sacrifice de l'autel, il a fallu en imposer l'obligation à certains jours sous peine grave. Or, il se produit, à l'heure actuelle, dans nos sociétés restées cependant religieuses un fléchissement notable de la pratique de la messe dominicale. L'Évêque de Gand le constate pour son diocèse, il évoque le bon temps de jadis où chaque dimanche était célébré comme une fête religieuse et familiale, où l'observance du jour du Seigneur mettait la lumière dans les esprits, la joie dans les cœurs, l'harmonie dans les foyers, la paix dans la société. Il déplore amèrement la situation présente, le triste abandon de la Messe, la violation du repos sacré, l'envahissement de la vie par le sport. Il réédite la réputation

faite par Mgr Seghers des vains prétextes dont se colore cette désertation de l'église. La question est de la plus haute gravité, car le dimanche aboli, la messe supprimée, c'est l'ignorance des vérités fondamentales, la décadence morale, c'est Dieu congédié, absent de la vie.

Devant ces perspectives, l'Evêque s'émeut mais ne s'abandonne pas. Il presse, il stimule, il entraînera. Il met la question à l'ordre du jour des cercles et des écoles; il demande à ses prêtres, aidés de fervents laïcs, un suprême effort. Puisse ce vibrant appel être entendu et le peuple de la Flandre garder la foi des ancêtres!

J. SCHYRGENS.

La revue catholique des idées et des faits

la revue belge d'intérêt général la plus vivante,
la plus actuelle, la plus répandue.
Elle renseigne sur tous les problèmes religieux,
politiques, sociaux, littéraires, artistiques
et scientifiques.



DONNEZ VOS RENDEZ-
VOUS D'AFFAIRES AU
TEA - ROOM
DE W. H. SMITH & Son
ENGLISH BOOKSHOP
75, Boulevard Adolphe Max
— — BRUXELLES — —

Un Tea-Room confortable, tranquille et sérieux où vous
pourrez déguster des spécialités anglaises à des prix fort
raisonnables.

Ouvert de 9 à 18 1/2 h.

English lunches de 12 à 14 h.

*Dans ses magasins vous trouverez l'assortiment
le plus complet de*

LIVRES, REVUES & JOURNAUX
anglais & américains

Tous les LIVRES TECHNIQUES, SCIENTIFIQUES, etc.
sur commande

Service d'abonnements et insertions d'annonces
dans tous les journaux anglais

W.H. SMITH & Son, English Bookshop
- BRUXELLES -

COOSEMANS

JOAILLIER ET ORFÈVRE
DE L.L. M.M. LE ROI ET LA REINE
25, AV. DE LA TOISON D'OR BRUXELLES

CAISSE GÉNÉRALE de REPORTS et de DÉPÔTS

SOCIÉTÉ ANONYME

Siège social : BRUXELLES, rue des Colonies, 11

Capital : 320,000,000 francs

TOUTES OPERATIONS DE BANQUE - - Dépôts de Titres et de Valeurs - -
Comptes de Chèques et de Quinzaine Lettres de Crédit - - Prêts sur Titres
(taux variable) Coffres-Forts

Bureaux de Quartier :

Rue du Midi, 8, Bruxelles
Rue de l'Autonomie, 2, Anderlecht ;
Parvis St-Gilles, St-Gilles ;
Square Saintelette, 17, Bruxelles ;

Rue des Tongres, 60-62, Etterbeek ;
Place Liedts, 18, Schaerbeek ;
Rue du Bailly, 79, Ixelles

Société Générale de Belgique

Société Anonyme établie à Bruxelles par arrêtés royal du 28 août 1822.

Montagne du Parc, 3

Rue Royale, 38

Rue Ravenstein

Adr. télégr. : « Générale » Bruxelles.

BRUXELLES

Compte chèques postaux n° 261.

CAPITAL fr. 1.000.000.000.00
RÉSERVE fr. 1.104.155.000.00

FONDS SOCIAL fr. 2.104.155.000.00

CONSEIL DE DIRECTION :

MM. Emile Francoqui, Gouverneur ;
Alexandre Galopin, Vice-Gouverneur ;
Jules Bagage, Directeur-Trésorier ;
Gaston Blaise, Directeur ;
Auguste Callens, Directeur ;
le baron Carton de Wiart, Directeur ;
Félicien Cattier, Directeur ;
Willy de Munck, Directeur ;
Charles Fabri, Directeur ;
Henry Le Bœuf, Directeur ;
Edgar Sengler, Directeur ;
Adolphe Stoclet, Directeur ;
Firmin Van Brée, Directeur ;
Edouard de Brabander, Directeur honoraire ;

COLLEGE DES COMMISSAIRES :

MM. Edmond Solvay ;
Léon Ellat ;
le baron Adrien de Montpellier de Vedria ;
le baron A. d'Huart ;
Baron de Trannoy ;
G. Mullie ;
Paul Hamoir ;
H. Vermeulen.

Le Secrétaire,
M. Camille Lepêche,

TOUTES LES OPERATIONS DE BANQUE

Le service d'agences de la « SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE » est assuré en province par ses Banques patronnées et leurs agences dans plus de 275 villes et localités importantes du pays.

CORRESPONDANTS DANS TOUTES LES VILLES IMPORTANTES DU MONDE